



Bureau de dépôt
Libramont MassPost
P701162

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

L'ESPERLUETTE

Trimestriel du CIEP | MOC

n° 120 - Avril - Mai - Juin 2024



CONTRE LE VIRAGE À DROITE : UNE PRIORITÉ DE GAUCHE

Quand des évidences sont bousculées. Récit d'une expérience
de formation « La pauvreté dans la société de l'abondance »

Cyclo-choco solidaire

Le Centre d'Information et d'Éducation Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO et le Bagic.

*L'Éducation permanente est notre quotidien
la formation notre spécialité.*

CONTACT :

Centre d'Information et d'Éducation Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579 – 1030 Bruxelles
Tél. : 02.246.38.41-43 • Fax: 02.246.38.25
Courriel : communautaire@ciep.be

COMITÉ DE RÉDACTION : Cécile BURDOT, Sophie COSME, France HUART (coordination), Louise LAMBERT, Zoé MAUS, Florence MOUSSIAUX, Coline OLIVIER, Christine STEINBACH, Simon THERER, Nicole TINANT

SECRÉTARIAT : Francine BAILLET, Lysiane METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Benjamin BIARD, Mattis BRENY, François DEBRAS, Adrienne DEMARET, Juliano FERREIRA DE SOUZA, France HUART, Claudine LIENARD, Isabelle PAQUAY, Sarah SEGERS, Christine STEINBACH, Simon THERER, Pierre VOUE, François WELTER
Miroir Vagabond, CAL Luxembourg, CEPST, CNCN-11.11.11 Luxembourg, CRILUX, Lire et Écrire Luxembourg, CIEP, Les Équipes Populaires Luxembourg

PHOTOS : Michel RENARD, Graziella FORTINO

MISE EN PAGE : Elsa KBAIER

CIEP COMMUNAUTAIRE : tél : 02.246.38.41, 42, 43 – fax : 02.246 38 25
Courriel : communautaire@ciep.be

ÉDITRICE RESPONSABLE : Christine STEINBACH – Chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles

Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application. Son objectif est de mieux protéger l'utilisation des données personnelles. L'Esperluette du CIEP s'engage à stocker vos données de manière sécurisée, sans les partager avec des tiers. Vous pouvez en permanence vous désabonner, demander la rectification de vos données en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Pour toute question concernant l'utilisation de vos données, n'hésitez pas à nous contacter : communautaire@ciep.be

ÉDITORIAL

Démocratie en action : dans ma commune aussi ! 3

ANALYSE

CONTRER LE VIRAGE À DROITE : UNE PRIORITÉ DE GAUCHE

Décoder l'extrême droite à l'époque contemporaine 4

Une victoire numérique ?

Comment l'extrême droite domine le Web 2.0?..... 6

Faire face à l'extrême droite en province de Luxembourg..... 8

Pour en savoir plus 10

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Pour un fournisseur public d'énergie !..... 11

Quand la CSC écrit son histoire ! 13

Cyclo-choco solidaire..... 15

Se former comme adulte pour comprendre

les enjeux socio-économiques..... 15

Naissance de la Coordination antifasciste de Belgique..... 16

Le secret embarrassant de Levi's 16

EN RÉGIONS

Quand des évidences sont bousculées. Récit d'une expérience de formation « La pauvreté dans la société de l'abondance »..... 17

VIE DE L'ISCO

Lutter contre l'extrême droite : un en-jeu « grandeur nature »..... 21

Nouvelle session BAGIC 24

MÉMOIRES EN RÉSUMÉ 25

EN BREF

Une Bande dessinée pour lutter contre l'extrême droite..... 26

DATES À ÉPINGLER..... 27

FICHE PÉDAGOGIQUE

Face aux populismes et conspirationnisme,
(s')éduquer aux médias : chemin ou passage
obligé pour favoriser l'émancipation ?

Christine STEINBACH ♦ Directrice du CIEP-ISCO communautaire

Démocratie en action : dans ma commune aussi!

Le coup de barre donné à droite lors du scrutin du 9 juin dernier laisse un gout amer. Il inquiète d'autant plus les forces de gauche que la campagne électorale a plus d'une fois illustré une porosité entre droite et extrême droite : rejet de l'immigration, discrédit jeté sur les corps intermédiaires... Le dossier de ce numéro de *L'Esperluette* fait le point sur les caractéristiques propres à l'idéologie de l'extrême droite, s'intéressant notamment à ses nombreuses variantes actuelles et à ses développements en Belgique. Parce qu'il est indispensable de s'outiller pour comprendre ce qui se passe un peu partout en Europe et dans le monde.

Dans cet éditorial, nous voulons évoquer la prochaine campagne du CIEP, qui concernera les élections communales et provinciales. Et par là, souligner ce que nous observons depuis nos terrains d'action : d'un côté, une lassitude et une méfiance croissante vis-à-vis des institutions démocratiques ; de l'autre côté, un réel désir de participation et de démocratie. Cette campagne de sensibilisation porte ce message : la démocratie, cela commence dès le moment où quelques personnes se rassemblent et s'organisent pour améliorer quelque chose et pousser leurs élu·es à les entendre. Le parcours qu'elles feront sera aussi important que le résultat, car il est fondateur d'une puissance d'agir dont nous avons toutes et tous besoin pour nous sentir partie prenante d'une société.

La campagne s'intitule «*Démocratie en action, dans ma commune aussi*». Concrètement, de quoi parle-t-elle ? De ce groupe de seniors qui se bat pour faire installer des abribus le long de lignes de transports publics, du côté de Verviers. Ils et elles savent bien que ce banc qui manque cruellement ici et cet abri qui fait défaut là alors que la pluie tombe, seraient bénéfiques pour le confort de tout le monde. Ensuite, elle parle de ces habitant·es d'une entité rurale namuroise, qui ont convié voisin·es à élaborer ensemble les conditions d'un avenir plus souriant pour leur village. Elle raconte aussi ces citadin·es d'un quartier proche de Charleroi qui, lassé·es de voir leur rue ressembler à un mini Francorchamps, se sont organisé·es pour se faire entendre par leur bourgmestre afin de retrouver un quartier apaisé.

La démocratie en action, ce sont aussi ces personnes et ces associations qui, ensemble, ont entamé un parcours inédit et riche en rebonds et en découvertes pour faire reconnaître les habitations légères (yourtes, tiny houses, caravanes, tipis...) dans la législation wallonne et bousculer la vision classique du logement. La démocratie en action, ce sont ces ainé·es en terres

liégeoises, membres de conseils consultatifs communaux, qui s'activent en publiant une brochure regorgeant d'informations, de pistes et de bonnes pratiques pour que les communes ne se lancent pas à l'aveugle dans la numérisation des services de première ligne. La démocratie en action, ce sont encore ces personnes sans-papiers, forcées de survivre sans droits, dans la précarité et la menace constante d'un ordre de quitter le territoire, qui ont mis en place avec les organisations constitutives du MOC des «Zones de Droit» (en Luxembourg, au Hainaut centre, à Charleroi-Thuin, Namur et au Brabant wallon) pour créer les conditions d'une existence digne. La démocratie en action, ce sont enfin ces citoyen·nes et associations, qui s'impliquent un peu partout en Wallonie et à Bruxelles dans des coalitions antifascistes pour faire barrage à l'extrême droite et pour ouvrir, partout, des espaces de dialogue et d'actions afin de porter des valeurs et renforcer les liens sociaux.

Voilà sept exemples d'actions concrètes, locales, actuelles, que des fédérations CIEP soutiennent et accompagnent. Elles sont portées par des hommes et des femmes «comme tout le monde», qui ont vécu ou constaté un problème et voulant le résoudre, ont découvert que cela passe par de l'organisation collective, car rien ne vaut le fait de s'assembler, de discuter, pour faire démocratie ●

Pour découvrir leur histoire en vidéos (diffusées entre juin et septembre), des infos, fiches thématiques et outils méthodologiques : <https://dansmacommuneaussi.democratieenaction.be>



CONTRE LE VIRAGE À DROITE : UNE PRIORITÉ DE GAUCHE

Benjamin BIARD ♦ chercheur au CRISP

Décoder l'extrême droite à l'époque contemporaine

Puisant ses racines dans un mouvement d'opposition à la Révolution française¹, l'idéologie d'extrême droite a connu une expansion significative depuis lors, allant même jusqu'à engendrer des régimes dictatoriaux au cours du 20^e siècle. Aujourd'hui, elle connaît une résurgence notable dans de très nombreux États. Qu'entend-on réellement par « extrême droite » ? En quoi connaît-elle un nouvel essor ? Quelle est son influence ? En cette année électorale chargée, quelle est sa situation spécifique en Belgique ? Cet article propose d'apporter un éclairage à ces interrogations.

Inégalitarisme, nationalisme et radicalisme, caractéristiques essentielles

Définir l'extrême droite n'est pas une tâche aisée. Pour cause, ce concept est autant utilisé à des fins d'analyse scientifique qu'à des fins politiques. Néanmoins, malgré la grande diversité des phénomènes qualifiés d'extrême droite à travers le monde et dans le temps, il est possible de dégager une définition minimale de cette idéologie à partir de trois caractéristiques fondamentales : l'inégalitarisme, le nationalisme et le radicalisme².

Tout d'abord, l'extrême droite nourrit une conception profondément inégalitaire de la société, accordant une grande importance aux différences entre les races, ethnies ou civilisations et considérant l'égalité entre elles, et donc entre les humains, comme contre nature. Ensuite, elle envisage l'avenir de la société sur une base nationaliste et poursuit un objectif d'homogénéité (raciale, ethnique ou civilisationnelle) au sein d'un territoire. Enfin, elle propose un programme d'actions radicales remettant en question les valeurs et principes des démocraties libérales contemporaines (État de droit, équilibre des pouvoirs, droits humains...), voire menaçant le régime démocratique lui-même, par exemple en maintenant une relation décomplexée à la violence (commise, appelée ou justifiée) ou en entretenant une culture révolutionnaire.

Ce faisant, selon les moyens utilisés et les objectifs poursuivis, l'extrême droite peut se décliner de différentes manières. C'est ainsi que des appellations telles que populisme de droite radicale, néonazisme, néofascisme ou encore ultradroite sont utilisées. Bien qu'appartenant à une même famille idéologique, chacune traduit bien une réalité distincte.

Des partis influents à travers l'Europe

Depuis près de 25 ans, on observe une prolifération des partis d'extrême droite ayant réussi à accéder aux cercles du pouvoir à travers l'Europe. Ces formations politiques prennent ou ont pris part à des coalitions gouvernementales en Autriche, en Bulgarie, en Estonie, en Finlande, en Grèce, en Italie, en Norvège, aux Pays-Bas, en Pologne ou encore en Slovaquie. En Hongrie, le cartel Fidesz-KDNP a même réussi à disposer d'une majorité absolue confortable, permettant à Viktor Orbán de diriger un gouvernement sans discontinuer depuis 2010. Dans d'autres cas, même lorsqu'ils siègent dans l'opposition, des partis d'extrême droite soutiennent ou ont soutenu des gouvernements minoritaires, comme au Danemark, aux Pays-Bas, en Pologne et, plus récemment, en Suède. Cette évolution du rapport des partis d'extrême droite avec le pouvoir marque un changement significatif dans le paysage politique de nombreux États, reflétant une acceptation croissante, voire une normalisation des idées d'extrême droite et des partis qui les portent.

Plus largement encore, l'influence de ceux qui restent confinés aux marges du pouvoir – comme en Belgique – a pu être démontrée³. Par exemple, de nombreuses propositions formulées par le Vlaams Blok⁴ dans les années 1990 ont été mises en œuvre par d'autres partis, comme la multiplication des centres fermés pour les demandeur-ses d'asile et autres étranger-ères dits illégaux en attente d'une expulsion.

L'influence croissante des partis d'extrême droite découle des bonnes performances électorales que ceux-ci sont capables

d'engranger. Plusieurs facteurs – de nature politique, socio-économique et culturelle – permettent de saisir cette évolution. Entre autres, citons la perte de confiance exprimée par un nombre croissant de citoyen·nes envers les élites politiques traditionnelles, la mise en avant des enjeux migratoires et sécuritaires dans l'agenda politico-médiatique (particulièrement dans des contextes de crise : attentats du 11 septembre 2001, crise des réfugié·es syrien·es, attentats islamistes commis par Al-Qaïda et Daesh en Europe...) ou encore l'expression de craintes multiples dans un environnement socio-économique sous tension. À cela, il faut ajouter les stratégies de dédramatisation mises au point par plusieurs acteurs d'extrême droite eux-mêmes ainsi que les tentatives de récupération (même partielles) de leurs thèses ou propositions par certains partis traditionnels, de droite comme de gauche ; ces deux dernières tendances ont pour effet de participer à la légitimation de l'extrême droite et, partant, à l'élargissement du soutien dont elle peut espérer bénéficier au sein de l'électorat. La prise en main redoutablement efficace des réseaux sociaux par l'extrême droite et, plus largement, l'influence de la « fachosphère »⁵ dans un mouvement de polarisation des expressions publiques contribuent à cette popularisation des idées véhiculées.

L'exception wallonne

À l'étranger, plusieurs pays semblaient jusque récemment « immunisés » face à l'extrême droite, comme l'Allemagne, l'Espagne ou le Portugal. D'aucuns considéraient que le traumatisme lié aux expériences dictatoriales passées avait laissé une profonde cicatrice dans la mémoire collective du pays, privant de telles formations de toute capacité à se structurer. Néanmoins, de nouvelles formations se sont récemment imposées dans ces pays (respectivement l'AfD, Vox et Chega) et sont aujourd'hui des formations avec lesquelles il faut compter, comme vient encore de le montrer – certes parfois de façon nuancée – le récent scrutin européen. En Espagne, Vox a même rejoint plusieurs exécutifs régionaux ces dernières années.

L'extrême droite progresse donc aujourd'hui dans bon nombre de pays européens. La Belgique n'y fait pas exception. En particulier, le Vlaams Belang affiche une vitalité notable en Flandre, en témoignent les résultats des élections du 9 juin dernier⁶. Une rupture du cordon sanitaire politique – éventuellement au niveau local, dans la foulée des élections du 13 octobre – n'est plus à exclure.

Néanmoins, le reste du pays reste préservé, et ce malgré les nombreuses tentatives de structuration de partis relevant de cette mouvance. Les récentes élections ont encore démontré l'incapacité de l'extrême droite à se développer au sud du pays. Le parti Chez Nous⁷ – seul à présenter des listes à l'extrême droite de l'échiquier politique dans les circonscriptions wallonnes le 9 juin 2024 – a obtenu 0,9% des voix valablement exprimées pour l'élection visant à renouveler la Chambre des représentants et 2,8% des suffrages pour l'élection régionale wallonne ; aucun siège n'a été décroché par cette nouvelle formation.

Au moins cinq facteurs permettent de saisir ce contraste belge. Premièrement, les formations francophones d'extrême droite ont souvent été en proie à des tensions internes significatives, se soldant

souvent par des scissions. Une des plus récentes concerne le parti Nation, qui a vu le départ d'une partie de ses cadres et militantes, aboutissant à la création du Parti National Européen (PNE) le 13 décembre 2019⁷. Deuxièmement, alors que le VB a toujours bénéficié de figures emblématiques à sa tête, l'extrême droite francophone peine à s'unir derrière une personnalité marquante ou charismatique. Troisièmement, les stratégies de résistance mises en place au sein de la société civile, notamment par les mouvements anti-fascistes qui organisent des contre-mobilisations, ont entravé les efforts de développement de tels partis. Quatrièmement, le cordon sanitaire médiatique, qui consiste à empêcher que les partis, représentant ou mouvements non respectueux des principes et valeurs démocratiques ne puissent disposer d'un temps de parole libre en direct, a également contribué à réduire la visibilité de l'extrême droite et à maintenir l'idée que ces partis ne sont pas comme les autres. Cinquièmement, si le sentiment d'identité nationale est particulièrement fort en Flandre, il est nettement plus flou de l'autre côté de la frontière linguistique.

Pour conclure...

Définie sur la base de trois critères fondamentaux, l'extrême droite est une idéologie qui peut épouser des formes variées. Pourtant, aujourd'hui, ce sont essentiellement des partis qui partagent un même corpus idéologique et une même stratégie (visant à se dédramatiser) qui ont le vent en poupe et parviennent à exercer une influence significative sur la vie politique et, *in fine*, sur les décisions publiques à travers l'Europe. Cet article a tenté de dresser un bref panorama de l'état de l'extrême droite aujourd'hui, en portant une attention particulière sur le cas belge, qui se distingue à bien des égards : influent au nord du pays, le VB fait l'objet d'un cordon sanitaire politique qui l'empêche de prendre activement part à l'exercice du pouvoir ; ailleurs en Belgique, l'extrême droite peine encore à se structurer. Enfin, l'article invite à élargir la réflexion au niveau européen. En effet, le poids des formations d'extrême droite se renforce au sein des institutions européennes et leur capacité d'influence y est en pleine croissance, ce qui n'est pas sans comporter des répercussions significatives, y compris en Belgique. ■

1. Zeev STERNHELL, *La droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, 1978.

2. Jérôme JAMIN, *L'imaginaire du complot. Discours d'extrême droite en France et aux États-Unis*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2009, p. 123-147.

3. Benjamin BIARD, *L'influence (in)visible. Les partis populistes de droite radicale et la fabrique de politiques publiques en démocratie*, Bruxelles, Peter Lang, 2021.

4. Ancien nom du Vlaams Belang, jusque 2004.

5. Dominique ALBERTINI et David DOUCET, *La fachosphère. Comment l'extrême droite remporte la bataille du net*, Paris, Flammarion, 2016.

6. Avec un score de 22,7% pour le Parlement flamand (soit + 4,2% par rapport à 2019), le VB obtient le deuxième meilleur score de son histoire à ce niveau de pouvoir (le meilleur ayant été obtenu en 2004, avec 24%). Avec 13,8% des voix obtenues à l'échelle nationale pour la Chambre des représentants (soit + 1,8% par rapport à 2019), le VB obtient en outre le meilleur résultat de son histoire à ce niveau de pouvoir.

7. Benjamin BIARD, « Le parti Chez Nous », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2579-2580, 2023.

8. Benjamin BIARD et Yves ROGISTER, « À la droite de la droite : longévité et hybridité du mouvement Nation », *Radices*, vol. 3, n° 1, 2023, p. 41.

François DEBRAS, ULiège, HELMo, Sorbonne Nouvelle et Pierre VOUÉ, Textgain

Une victoire numérique ? Comment l'extrême droite domine le Web 2.0 ?

Les partis politiques d'extrême droite ont su tirer avantage des réseaux sociaux afin d'élargir leur audience et la diffusion de leurs messages et idéologies tout en contournant les médias traditionnels et les journalistes. Actifs depuis les débuts du web 2.0, investissant des montants colossaux, recourant à des expert-es, proposant des contenus jeunes et dynamiques, mobilisant de nouvelles formes d'expression, de « nouveaux langages codés », l'extrême droite semble bien avoir gagné la bataille numérique.

Domination historique, quantitative et qualitative

La domination des partis politiques d'extrême droite sur le web est à la fois historique, quantitative et qualitative. Ainsi, à titre d'exemple, en France, le Front national est le premier parti politique à se doter d'un site internet en 1996, mais est également l'une des premières formations politiques à ouvrir un compte sur Facebook en 2006¹. Les partis politiques d'extrême droite investissent le Web 2.0 dès les premières années de sa création et l'utilisent comme un outil de communication directe afin de lutter contre leur sous-représentation dans les médias écrits, radios et télévisuels. Le Web leur permet à la fois d'échanger des informations sur des canaux privés, de collecter des fonds, de recruter des militant-es, des adhérent-es et des sympathisant-es mais aussi de propager leurs idées.

D'un point de vue quantitatif, les groupes d'extrême droite se multiplient et (sur)investissent le web contrairement à d'autres partis classés à gauche qui semblent peu ou moins intéressés par les nouveaux médias. En Belgique, uniquement pour l'année 2023, le Vlaams Belang (VB) a dépensé 1.688.244 euros en publicité et promotion de contenus, la Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA), 1.680.074 alors que le Parti du Travail de Belgique (PTB), pourtant premier parti francophone en termes de dépenses sur le web, est à 179.642 euros, suivi par les Engagé-es, 143.792 euros. Tom Van Grieken, président du VB, est en tête des personnalités belges avec 266.172 euros dépensés pour sa page². Les utilisateur-rices des réseaux sociaux sont donc davantage confronté-es à des contenus d'extrême droite qu'à d'autres types de contenus politiques³.

De nombreux-es influenceur-ses d'extrême droite investissent également le Web 2.0 et proposent un contenu cadré par les codes des plateformes afin d'élargir leur audience. Dans le monde francophone, sur Youtube, c'est le cas, par exemple, de « le Raptor » (plus de 700.000 abonné-es), « Papacito » (dont la chaîne Youtube a été clôturée), « Bench&Cigars » (276.000 abonné-es), Thaïs d'Escufon, ancienne présidente de Génération identitaire (270.000 abonné-es) ou Julien Louis Rochedy ancien directeur national du Front national de la jeunesse (166.000 abonné-es). Cet activisme

numérique propose des contenus aux frontières du politique et du privé, de l'informationnel et du divertissant, de l'idéologique et d'une (soi-disant) objectivité. L'esthétique traduit une volonté de modernisation, de professionnalisation et de rajeunissement visant à séduire un public plus large et plus jeune.

D'un point de vue qualitatif, les algorithmes des réseaux sociaux favorisent la visibilité de contenus qui suscitent de l'interaction : clics, partages, commentaires. Si nous devons nous interroger sur le modèle économique des réseaux sociaux, nous devons également nous montrer critiques vis-à-vis de nos propres modes de consommation de ces nouveaux médias numériques. L'extrême droite produit des contenus brefs, percutants et portés par des émotions fortes telles que la colère, l'injustice ou l'impuissance. Les positions les plus polarisantes et les plus violentes font davantage réagir, elles sont mises en avant par l'algorithme qui soumet certains types de publication à certains profils d'utilisateur-rices⁴.

Acteurs et stratégies

Les personnalités et les partis d'extrême droite développent différentes stratégies et recourent à des expert-es de la communication pour maximiser leur visibilité sur les réseaux sociaux. Quelques exemples. En France, en octobre et en novembre 2021, des hashtags comme #LesFemmesAvecZemmour apparaissent en tendance sur la page d'accueil de Twitter France qui est vue en moyenne par 16 millions de Français-es tous les mois. L'équipe de communication d'Éric Zemmour organise une campagne en ligne. Plusieurs comptes twittent un même contenu avec le même hashtag. Certains de ces comptes publient entre 600 et 800 tweets par jour qui sont ensuite tous relayés. L'opération de gonflage est produite par des programmes d'automatisation dont l'objectif est d'augmenter le flux et donc la visibilité. Cette campagne numérique poursuit un double objectif. Premièrement, elle permet d'imposer des messages favorables au candidat notamment à des communautés qui ne lui sont pas acquises en donnant ainsi l'impression d'un large soutien populaire. Deuxièmement, les publications renvoient vers des sites internet qui demandent de signer une pétition ou un formulaire en laissant ses coordonnées. Au lendemain de la création du parti d'Éric Zemmour, Reconquête, des mails sont envoyés aux internautes qui ont rempli le document afin d'encourager leur adhésion et leur soutien financier. 10 jours après sa création, Reconquête revendique 60.000 membres⁵.

En Italie, Luca Morisi est l'ancien chargé de communication en ligne de Matteo Salvini, le secrétaire fédéral de la Ligue (*Lega*), un parti d'extrême droite. En neuf ans, il parvient à faire passer la page de Matteo Salvini de 18.000 à 4,5 millions de followers. Luca Morisi recourt à des techniques d'analyse des sentiments, identifie des mots clés sur les réseaux sociaux, collecte des publications,

observe le sentiment général et produit des contenus adaptés afin d'influencer les potentiel·les futur·es électeur·rices.

Alt-tech et langage codé

Sur le Web, l'extrême droite doit se penser en mouvement et en communauté plutôt qu'en organisation structurée comme peut l'être un parti politique. La carte de membre n'existe pas, seule compte l'adhésion à des codes, des idées, voire une identité. Toutefois, sous la double injonction des lois et de la société civile, certains contenus sont retirés par les plateformes, des comptes ou profils sont suspendus ou bannis. Mais, au fur et à mesure que certain·es utilisateur·rices se voient suspendre leurs messages, leur compte ou leur site par les réseaux sociaux *mainstream* ou les prestataires de service Internet (Cloudflare, par exemple), la volonté grandit de construire alors un écosystème parallèle de services en ligne appelé « alt-tech », en référence à « l'alt-right ». L'objectif poursuivi est ici de contrôler l'accès à ces services afin de ne plus en être exclu.

Ces services alternatifs prennent le plus souvent la forme de canaux ou plateformes de discussion. L'enjeu est de permettre la diffusion d'un message et d'une idéologie. Cela peut-être un forum à l'interface rudimentaire (8kun, 4chan), la copie d'une plateforme existante (BitChute comme plateforme de vidéo pour remplacer YouTube) ou la création d'un écosystème complet, comme « Gab » qui a développé une suite entière de services numériques « alternatifs » : réseau social, hébergement de vidéos, plateforme d'achat et de vente en ligne (sur le modèle d'Amazon), IAs génératives (sur le modèle de ChatGPT), etc.

Bien que majoritairement décentralisée, l'extrême droite s'auto-organise sur des plateformes alternatives ou des forums où la modération est soit absente, soit sélective. Elle lance des actions « coup de poing » contre des personnes ou des structures qui sont en opposition avec leurs discours, leurs valeurs, leurs idéologies. Ces raids numériques visent à intimider, harceler, déstabiliser ou promouvoir un message en investissant massivement la page personnelle, la chaîne ou le stream de la cible pour y déverser insultes, menaces ou fausses informations. Il n'est pas rare de voir ainsi divulguées les informations personnelles des cibles, comme leur adresse (elles sont « doxxées »), mettant ainsi directement en péril leur sécurité et celle de leur entourage.

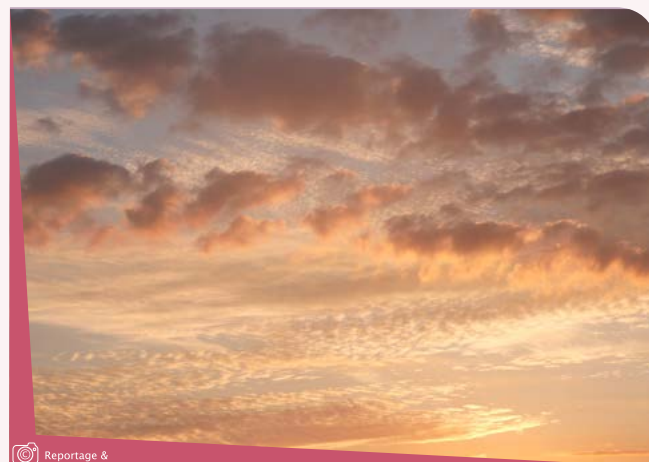
Par la prolifération de symboles et d'expressions aux connotations extrémistes, la chasse aux comptes et contenus sur les réseaux sociaux est un perpétuel défi et peut parfois relever du mythe de Sisyphe. Évidemment, les messages ou symboles explicitement fascistes ou néo-nazis sont interdits par la loi ou par les termes et conditions des plateformes, utiliser une croix gammée comme photo de profil est interdit. Néanmoins, il existe une galaxie parallèle de symboles et de codes suffisamment nébuleux ou ambigus pour ne pas faire l'objet d'une suspension immédiate. Cela peut passer par le symbolisme des chiffres : 88 traduit « HH » (8 étant la 8^e lettre de l'alphabet), c'est-à-dire « Heil Hitler », ou par le détournement d'emojis : ⚡⚡ rappelant le double éclair des uniformes SS. Tout est donc sujet à détournement, y compris, et peut-être surtout, la langue elle-même. Ainsi, dans un tweet expliquant que « [ils] sont derrière tout ça »,

les parenthèses représentent l'écho de l'influence cachée des Juifs à travers l'histoire. Un·e utilisateur·rice informe sa communauté qu'une femme blanche a été « enrichie culturellement » par un migrant, ce qui signifie qu'elle a été victime d'un acte de violence. La récupération et le détournement constituent des armes de communication puissantes : leur nature implicite et déguisée ouvre le champ des interprétations et complique tant la détection que la justification de sanctions. En outre, cette stratégie de communication par camouflage contribue à renforcer l'identité et le sentiment d'appartenance à un groupe de celles et ceux qui l'utilisent : seul·es les initié·es sont capables de déchiffrer ces symboles tandis que « la masse ignorante » des autres utilisateur·rices passe complètement à côté. Enfin, elle peut aussi attiser la curiosité de certain·es, les poussant à engager la communication et à en savoir plus, les exposant de ce fait aux messages les plus extrémistes.

En conclusion

Bien plus qu'une simple stratégie de communication, la présence de l'extrême droite sur le Web traduit leur volonté de s'adresser directement à l'électeur·rice en proposant un contenu simple, percutant et exaltant les émotions. Il est ainsi désormais possible de contourner les journalistes et les médias traditionnels, d'éviter toute forme de cadre et de contradiction ; ce qui traduit également un positionnement idéologique, celui de s'adresser directement « aux gens », « aux jeunes », en jouant sur des arguments de proximité : « nous sommes comme vous » et « nous parlons comme vous », davantage renforcés encore par les réseaux sociaux. Pour toutes celles et ceux qui souhaitent combattre l'extrême droite, comment (ré)investir ces plateformes et proposer d'autres types de contenus, de discours et de valeurs ?

1. Julien BOYADJIAN, « Les usages frontistes du web », In Sylvain CRÉPON, Alexandre DÉZÉ et Nonna MAYER, *Les faux-semblants du front-national*, SciencesPo les Presses, 2015, pp. 141-159.
2. AdLens, « Les dépenses publicitaires politiques sur Facebook et Instagram en 2023 », (en ligne) <https://adlens-be.medium.com> (consulté le 25 mai 2024).
3. Yannick DELBECQUE, « Les sources de la montée de l'extrême droite en ligne », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 23, 2020, pp. 102-109.
4. François DEBRAS, *Fake News. Désinformation : un enjeu démocratique*, Liberté j'écris ton nom, 2023.
5. « Comment des militants de Zemmour manipulent Twitter », *Le Monde* (en ligne) www.youtube.com/watch?v=H7o1A6oX1cY (consulté le 25 mai 2024).



Reportage &

Miroir Vagabond, CAL Luxembourg, CEPPST, CNCN-11.11 Luxembourg, CRILUX, Lire et Écrire Luxembourg, CIEP, Les Équipes Populaires Luxembourg

Faire face à l'extrême droite en province de Luxembourg

C'est un fait, l'extrême droite évolue en Europe et prend place dans les plus hautes strates du pouvoir, mais aussi dans les communes rurales. Si elle reste minoritaire pour le moment en Belgique francophone, force est de constater que les discours relevant de son idéologie sont toutefois de plus en plus décomplexés : responsabilisation individuelle à outrance, rejet et peur de l'Autre, tout cela dans un contexte de multicrisis qui pousse à se replier sur soi, sur ses propres besoins, ses propres soucis et à responsabiliser l'Autre et/ou le Politique. En outre, il n'est pas rare que certains discours de partis démocratiques assument un langage stigmatisant, discriminant quand ils évoquent certaines minorités.

C'est indéniable, le danger quette

Les partis d'extrême droite ont généralement en commun la remise en question des valeurs démocratiques, le rejet de l'immigration et des minorités et partagent souvent des projets autoritaires diminuant les libertés individuelles. En cela, ils sont bien sûr extrêmement dangereux pour le secteur associatif qui par essence est un terrain d'émergences et d'innovations socio-culturelles permanentes émanant des populations elles-mêmes et particulièrement des populations les plus populaires et/ou minoritaires. Face à ces menaces, l'éducation permanente joue un rôle essentiel. Après le choc de la Seconde Guerre mondiale, renforcer et protéger la démocratie est apparu comme essentiel. Aujourd'hui, la Belgique est dotée d'un décret Éducation permanente qui détermine spécifiquement l'objectif d'atteindre une société plus démocratique et solidaire favorisant les rencontres entre les cultures par le développement d'une citoyenneté active et critique et d'une démocratie culturelle. On y parle d'égalité des droits, de progrès social, d'évolution des comportements et des mentalités ainsi que d'intégration.

L'éducation permanente, grâce à ses méthodologies collectives, amène de nombreuses personnes, issues d'âges et de milieux sociaux très divers, à développer et exercer leur esprit critique de manière éclairée, en analysant collectivement les causes de problèmes sociétaux, développant ainsi des forces de propositions alternatives pour transformer la société et la rendre plus juste et plus solidaire. Actuellement, en Fédération Wallonie-Bruxelles, un peu moins de 300 associations et mouvements financés par un pouvoir public, abordent différents champs d'action dans un esprit critique (mobilité, habitat, santé, consommation, emploi, égalité de genre, handicap, médias, vieillissement, interculturalité,...) et touchent des milliers de personnes chaque année.

Nous savons que ce type de rempart peut être fragile. En effet, depuis quelques années, en Flandre, la NVA a provoqué un recul ahurissant en termes de liberté d'association, en mettant fin à des subsides destinés à des ASBL menant un travail participatif avec des minorités. Autrement dit, une partie du secteur associatif travaillant à permettre aux « moins entendu-es » et « aux moins visibilisé-es » de prendre part à la société a disparu. Même sans extrême droite au pouvoir, la liberté associative peut être malmenée par des idéologies ultralibérales insidieuses. En Wallonie, les dernières années comptabilisent plusieurs exemples d'injonctions de la part d'administrations publiques vis-à-vis du secteur associatif : tantôt il s'agit de se conformer à un cadre pédagogique ou à des objectifs spécifiques inadéquats avec les réalités du public, tantôt il s'agit de signer des contrats de sous-traitance déguisée sous le terme de « coopération » sous peine de pertes de subsides. Le vocable utilisé provient souvent du secteur marchand (termes anglophones, logique de résultats, indicateurs, etc.). Se constatent également des contrôles de plus en plus assidus et de la surcharge administrative, constituant un réel risque pour la survie des petites associations. Citons enfin le nouveau Code des Sociétés et des Associations arrivé sans aucune concertation avec le secteur associatif, s'imposant à lui dans une relative discrétion et gommant davantage les particularités non marchandes du secteur.

Des responsabilités pour l'associatif

Si l'Éducation permanente tient en effet de lieu de résistance face aux idéologies d'extrême droite, le secteur associatif dans son ensemble se doit aujourd'hui d'occuper plusieurs niveaux de responsabilités. La première responsabilité consiste à défendre la force du collectif, insister sur les principes de solidarité, sur la possibilité d'habiter un monde commun. Parce que l'individualisation progresse, le poids de la responsabilisation individuelle aussi. Véritable fardeau, celui-ci se transforme parfois en désenchantement, dépression ou colère qui poussent au rejet en bloc de la société et de ses représentant-es.

Il s'agit aussi de tenter de réduire la distance entre les lieux de décision et les populations concernées afin de lutter contre cette perte de confiance de la population envers les institutions et le pouvoir public. Mais aussi contre une forme de « désintérêt » de la question publique qui, il faut bien le reconnaître, se complexifie particulièrement aujourd'hui. Nous vivons dans des sociétés dites « de l'information » au sein desquelles il faut pouvoir maîtriser le traitement de l'information, en saisir les codes. Or nous sommes de plus en plus nombreux-ses à être pollués par la désinformation et les fake news.

La deuxième responsabilité consiste, dans nos pratiques participatives, à lutter contre les inégalités qui deviennent intolérables. Il est urgent de stopper la banalisation de ces inégalités. Parce qu'elles augmentent à un point tel que bien des citoyen-nes et des groupes n'ont plus la conviction de vivre « dans le même monde » que les autres. Ces personnes, de tous niveaux socio-économiques, sont potentiellement des « proies » faciles pour les marchands de solutions populistes et extrémistes.

Il y a aussi une responsabilité du secteur associatif d'associer aux pratiques réflexives et critiques les publics qui en sont généralement exclus. De ce fait, les méthodologies propres au secteur de l'Éducation permanente, par la rencontre, la recherche de mixité, la confrontation des idées facilitent la construction d'un « commun » absolument essentiel pour permettre de faire société.

Une autre responsabilité est la préservation de l'autonomie associative et la relation de complémentarité avec les pouvoirs publics (en opposition à la sous-traitance). Le secteur associatif doit continuer à se positionner comme un contre-pouvoir constructif et innovant, émancipateur. C'est une garantie pour la démocratie et la justice sociale. La liberté associative a permis de nombreuses avancées sociétales, d'assurer une vigilance par rapport à l'exercice des droits fondamentaux. À l'heure d'une société de plus en plus inégale où les filets de Sécurité sociale risquent le détricotage, la menace d'un parti d'extrême droite au pouvoir serait de ne plus reconnaître ces lieux de contre-pouvoir pourtant vivifiants et essentiels pour la démocratie et la prise en compte de tous et toutes.

La quatrième responsabilité est la nécessité, pour le secteur associatif de pouvoir, en tout temps, questionner ses pratiques et ajuster ses angles d'approches, dans un numéro d'équilibriste qui vise à la fois à porter, promouvoir et défendre une vision sociétale, d'une part, et à pouvoir confronter cette vision avec celles et ceux qui ne la partagent pas ou lui sont hostiles, d'autre part. Le risque, dans les logiques d'éducation permanente, et dans les logiques sociales de manière plus globale, est double : ne prêcher que les convaincu-es, d'abord, ce qui en termes d'impacts et d'intérêts, limite la plus-value des actions ; s'exposer à l'étiquette, ensuite, et voir ses positions et ses actions décrédibilisées systématiquement sous prétexte d'une appartenance à un courant politique ou idéologique. À ce jeu-là, les logiques d'extrême droite et les discours simplistes qu'elles soutiennent ont vite fait de nuire à l'image des associations.

La cinquième responsabilité de l'associatif est l'identification indispensable des champs de la résistance encore possibles et la mutualisation des forces, des résistances, la création des alliances pour avoir plus de poids.

Des exemples concrets sur le territoire luxembourgeois

En province de Luxembourg, le terrain associatif a fait front commun pour être à la hauteur de l'enjeu et déployer un maximum de force face à l'idéologie d'extrême droite. Aux côtés des citoyen-nes, ces associations se sont organisées pour créer un Front antifasciste. Elles ont porté des signalements auprès d'UNIA



Reportage &

(service public indépendant de lutte contre la discrimination et de promotion de l'égalité des chances) à propos de faits d'appels au meurtre et d'incitation à la haine, qui ont abouti au démantèlement du groupe Identitaires Ardennes avec un dossier mis à l'instruction.

En 2019 et 2020, avec l'arrivée de personnes migrantes en transit le long de l'E411, les communes hospitalières ont été remobilisées à l'initiative de citoyen-nes solidaires, avec le soutien d'un réseau associatif et culturel. Un mouvement fort s'est développé en faveur d'un accueil juste et a permis, en utilisant les leviers de démocratie de proximité, de créer jusqu'à cinq abris dans les communes concernées, dont certains sont encore en fonction aujourd'hui grâce à un investissement bénévole, soutenu par les pouvoirs locaux.

Le Collectif se veut un lieu d'échanges, d'information et d'actions. Citons à titre d'exemples, la création d'un logo fédérateur, la rédaction d'une charte commune, l'envoi d'une motion à l'ensemble des communes de la province pour qu'elles se déclarent « Commune Antifa », l'organisation d'une journée de concerts engagés pour résister en musique.

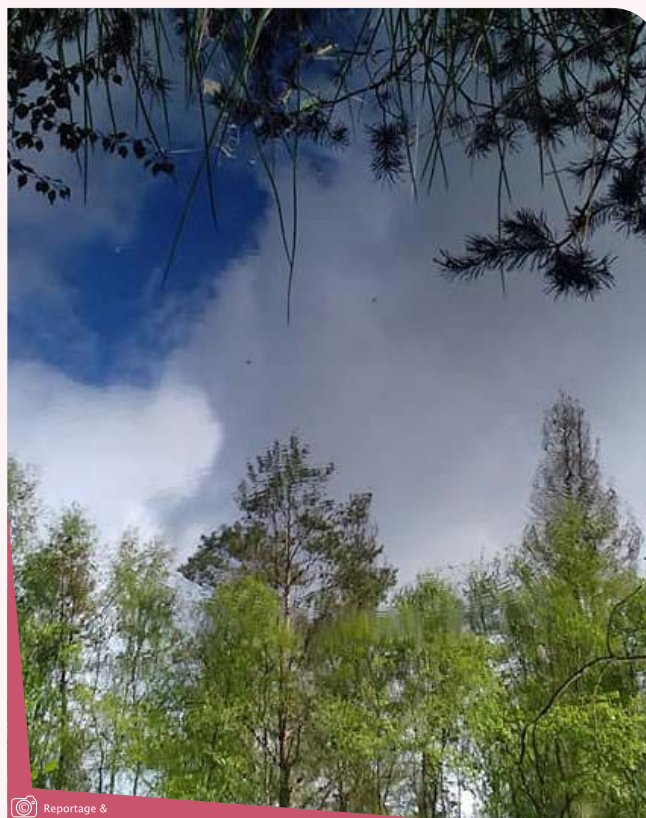
Plutôt que d'être en concurrence, le réseau associatif en Luxembourg belge a ainsi parié sur la complémentarité de ses forces et très régulièrement se retrouve au sein de plateformes intégrant également des citoyen-nes. Cette manière de procéder fait fi des contraintes kilométriques d'étendue du territoire et entraîne de la connaissance et de la confiance réciproques. Cela permet d'agir puissamment et efficacement, en portant une parole et des valeurs communes, déclinées en projets de terrain de sensibilisation ou de plaidoyer politique au niveau local. Ainsi, les questions d'intégration, de tolérance, de respect des droits humains, ou encore de lutte contre le racisme et les discriminations, ou pour l'égalité des genres, fédèrent régulièrement des énergies communes.

À l'avenir, nous pensons que les convergences de luttes, dans des modes, des formes et des cadres variés seront de plus en plus essentielles, voire vitales, pour défendre des enjeux démocratiques et l'égalité des droits au profit de toutes et tous. ●

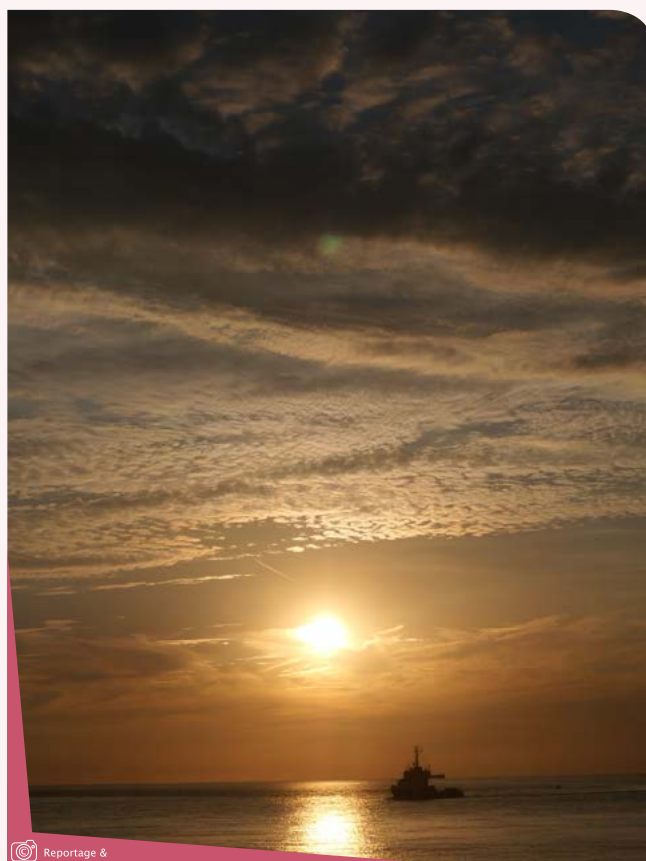


POUR EN SAVOIR PLUS...

- Vers un nouveau dimanche noir? (dossier), *En Question*, Centre AVEC, n° 148, printemps 2024.
- L'offensive populiste et de l'extrême droite sur la démocratie (dossier), *Revue Démocratie*, n° 4, avril 2020 (en ligne) www.revue-democratie.be/images/articles-en-pdf/numeros_complets/DEMO04_COMPLET.pdf
- *Obscurités et lumières. Extrême droite, démocratie, mouvement social. Actes de la Semaine Sociale Wallonie-Bruxelles du MOC 2020*, Bruxelles, 2021 (en ligne) www.ftu.be/images/documents/Semaines-sociales/semaine_sociale_2021.pdf
- Benjamin BIARD, « L'extrême droite à l'approche des élections de 2024 : enjeux et perspectives en Belgique », *Les @analyses du CRISP*, 30 mai 2024 (en ligne) www.crisp.be/crisp/wp-content/uploads/analyses/AL2024-14.pdf
- François DEBRAS, « Comment la jeunesse perçoit-elle l'extrême droite? », *Revue Démocratie*, n°3, mars 2024, pp. 5-9.
- Vincent EDIN, *En finir avec les idées fausses proposées par l'extrême droite*, Paris, Éditions de l'atelier, 2023.
- Jean-Paul GAILLY, « Extrême droite : bien la comprendre pour mieux la combattre », *Revue Politique*, 14 janvier 2020 (en ligne) www.revuepolitique.be/extreme-droite-comprendre-pour-combattre/
- Pierre GEORIS, « Extrême droite, démocratie, populisme, mouvement social », *Note d'éducation permanente de la FTU (Fondation Travail Université ASBL)*, juillet 2020 (en ligne) www.ftu.be/images/documents/accompagnement-de-la-vie-associative/2020_16_Etude_PG_v2.pdf
- Pol LECOINTE, « Vote des jeunes : comment l'extrême droite s'est emparée des réseaux sociaux », *Revue Politique*, 04.06.2024 (en ligne) www.revuepolitique.be/vote-des-jeunes-comment-l-extreme-droite-sest-emparee-des-reseaux-sociaux/
- Renato PINTO, « Extrême-droitisation : aussi une question de communication », CEFOC, analyse n°3, mai 2024 (en ligne) www.cefoc.be/IMG/pdf/analyse_3_mai_2024.pdf
- Florence VIERENDEEL, « Extrême droite et atteintes à la démocratie », *Étude FPS*, 2021 (en ligne) www.soralia.be/wp-content/uploads/2021/12/Etude202-Extrême-droite.pdf



Reportage &



Reportage &

Pour un fournisseur public d'énergie !*



depuis janvier 2023, la décision du juge de paix est indispensable pour qu'un fournisseur puisse imposer le prépaiement de l'énergie ou pour qu'il puisse mettre fin au contrat avant son terme. Cette nouvelle procédure en justice est considérée comme longue et fastidieuse par des fournisseurs. Il semblerait donc que la résiliation du contrat à durée indéterminée moyennant un préavis de deux mois paraisse être une solution plus facile et rapide pour certains fournisseurs. Recourir à des contrats à durée indéterminée pour pouvoir y mettre fin en cas de non-paiement de facture par des consommateurs semble devenir, en pratique, une manière détournée de couper un client, ou de se séparer d'un client en défaut de paiement³. Cette pratique est, malheureusement, légale, mais il est intolérable que cette technique soit utilisée pour obtenir une résiliation de contrat lorsque le-la client-e est en retard de paiement. Si on ajoute à cela les erreurs sur les factures, les refus de plan de paiement ou encore les petits caractères au dos des contrats qui jouent en défaveur des client-es, il y a vraiment de quoi être exaspéré, au point de se mettre en action !

Votre fournisseur d'énergie vous gonfle ?

C'est avec ce message, qui exprime à la fois la colère, le ras-le-bol et la conviction que les choses doivent à présent changer, que nous comptons aller à la rencontre des citoyen-nés lors de nos moments de campagne. Sur notre stand, ils pourront découvrir un tout nouveau fournisseur d'électricité: «GlobalEnergies», qui leur proposera un contrat un peu... spécial ! L'occasion de faire passer l'idée que, dans un domaine aussi complexe que l'énergie, les documents donnés par les fournisseurs devraient être clairs, simples et sans mauvaises surprises, afin que s'engager se fasse sans stress. Ce qui n'est malheureusement pas le cas actuellement.

Cette année, la campagne des Équipes Populaires menée en collaboration avec le Rwadé (Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie) porte aussi sur l'énergie, car la crise énergétique que nous traversons est loin d'être stabilisée et les problèmes liés à l'énergie sont nombreux, sans que l'État prenne ses responsabilités.

Une crise qui a laissé des traces

30% des ménages subissent de plein fouet la précarité énergétique, c'est-à-dire «une situation dans laquelle une ou des personnes rencontrent des difficultés particulières dans leur logement à satisfaire leurs besoins élémentaires en énergie»¹. Les ménages consacrent une part trop importante de leurs revenus aux factures d'énergie, et ce qui reste pour vivre diminue de façon compliquée. La précarité énergétique peut aussi être «cachée», se trahissant par une facture énergétique anormalement basse qui signifie que les personnes se privent elles-mêmes de chauffer correctement leur logement. L'énergie, qui devrait être un bien commun, un droit de base pour assurer une vie digne à chacun-e, est devenue un simple produit de consommation soumis aux lois du marché, à la spéculation et où le-la consommateur-riche n'est qu'un payeur.

Dans le cadre de la campagne de l'année dernière, nos régionales sont allées à la rencontre des citoyen-nés, dans l'espace public, afin de porter ce message: l'État a fait fausse route dans la décision

de libéraliser le marché de l'énergie en 2017 et aujourd'hui les consommateur-rices payent la note: services de piètre qualité, tarifs en augmentation, monopole des grosses entreprises qui font d'énormes profits sur le dos des ménages... Le mémorandum du Rwadé pointe: «la libéralisation des marchés de l'énergie n'a pas offert aux ménages et aux entreprises un tarif abordable pour tous et un service de qualité. Elle n'a pas permis d'apporter de réponse aux défis du droit d'accès à l'énergie et de la précarité énergétique. Elle n'a pas non plus assuré une transition basée sur la sobriété, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables»².

La voix des citoyen-nés

Lors de la campagne 2023, les discussions sur nos stands nous ont permis de constater à quel point la relation de confiance était rompue avec les fournisseurs d'énergie. En cause: des factures compliquées et illisibles, des heures d'attente au téléphone pour ne pas recevoir d'aide concrète, l'imposition de compteurs à budget, du démarchage agressif, des plaintes qui n'aboutissent pas... sans oublier de nombreuses pratiques déloyales, comme cet exemple fourni par Énergie Info Wallonie: «Il y a environ 3.000 ménages qui vont se voir couper leur accès à l'énergie par leur fournisseur dans les mois qui viennent, et certains n'en sont même pas conscients, car l'annonce de résiliation est écrite en tout petit sur leur dernière facture. La raison? Le Décret "Juge de paix". En effet,

Notre proposition? Que les pouvoirs publics reprennent en main la gestion de ce bien commun, avec la création d'un fournisseur public d'énergie. Avant la libéralisation, la fourniture et la distribution d'énergie étaient à charge des intercommunales. Si la situation n'était pas, à l'époque, idyllique pour la protection des consommateur-rices, la libéralisation de l'énergie n'a pas modifié l'organisation du secteur d'une façon bénéfique pour les citoyen-nes. Avec de la volonté politique et tout en tenant compte des nouvelles logiques de marché, l'État pourrait tout à fait décider de reprendre la main sur l'énergie, afin de fournir un vrai service public à la population, plutôt que de soutenir la maximisation des profits des entreprises de fourniture.

D'une même voix, avec le Rwadé, nous réclamons « *un fournisseur public qui fournirait de l'énergie non fossile aux bâtiments publics et aux consommateurs résidentiels, aurait des pratiques commerciales compréhensives, humaines et transparentes, proposerait un service client physique et accessible et tiendrait compte des besoins des ménages plus vulnérables. Ses choix feraient l'objet d'une transparence démocratique, y compris quant aux sources d'approvisionnement privilégiées* ».

* Article publié dans *La Fourmilère*, n°221, mars-avril 2024.

1. Définition de Bruxelles Environnement.
2. Mémorandum du Rwadé: www.rwade.be
3. www.energieinforwallonie.be/fr/actualites/contrat-duree-indeterminee-end-contract-la-consequence-inattendue

Signez notre pétition!

Dans ce but, les passant-es seront invité-es à contribuer à ces revendications en signant une pétition pour la création d'un fournisseur public d'énergie. Nous nous engageons à porter vers le monde politique ces signatures récoltées, car il est primordial de montrer aux hommes et femmes qui gouvernent ce pays qu'il existe des solutions concrètes portées par les citoyen-nes. Nous avons aussi profité de ces moments pour écouter et entendre les contraintes des politicien-nes actifs dans le domaine de l'énergie, car il est important de sensibiliser le monde politique autant que le grand public. Début avril, nous avons rencontré, en compagnie du Rwadé, le ministre wallon Philippe Henry pour lui parler de ce fournisseur public d'énergie. Le but de notre campagne est né du besoin de rendre à l'énergie son rôle premier: permettre à chacun-e de mener une vie digne.

Les points Forts d'un Fournisseur public d'énergie

1. Rééquilibrer le rapport de force entre consommateur et fournisseur d'énergie: en passant d'une logique de négociation des prix et de gestion individuelle des contentieux, à une logique collective où l'État achèterait de grosses quantités d'énergie, et où les citoyen-nes seraient de nouveau des usager-ères du réseau et non plus des client-es qui subissent des contrats complexes et des positions déséquilibrées.

2. Garantir que chaque citoyen-ne paye le prix juste et que les tarifs et les conditions générales soient transparents: actuellement, trop de personnes n'ont pas le contrat le mieux adapté à leur situation.

Les consommateur-rices résidentiels et les petits professionnel-les bénéficient très rarement des meilleurs prix. En Wallonie, selon la CREG*, 50% des client-es ont opté pour les 10 produits d'électricité les plus chers. Pour le gaz, les 10 produits de gaz naturel les plus chers représentent 57% de l'ensemble du marché. La multiplication des offres et leurs disparités complexifient les comparaisons de tarifs et augmentent le risque d'être confronté à des difficultés de paiement. De plus, les meilleurs contrats sont souvent accessibles via Internet alors que tou-ttes les citoyen-nes ne sont pas égaux face à l'usage des nouvelles technologies. Un fournisseur public pourrait aussi pratiquer des tarifs sociaux et plus d'équité dans la distribution de l'énergie.

3. Avoir un accès garanti à l'énergie, comme bien commun, et un vrai service public de qualité: l'accès à l'énergie doit constituer un droit humain fondamental et non pas être un sujet de négociation avec un fournisseur. De plus, la qualité du service clientèle de la plupart des fournisseurs a toujours laissé à désirer et s'est encore fortement dégradée ces dernières années. Obtenir une réponse et la bonne information relève parfois du parcours du combattant! Il est aussi évident que ces fournisseurs n'ont aucun intérêt à proposer des contrats avantageux pour les consommateur-rices, et que cette concurrence est loin de tirer les tarifs vers le bas.

La pétition *Votre fournisseur d'énergie vous gonfle?* est également disponible en ligne: <https://onamieux.be/>

* Commission de régulation de l'Électricité et du gaz (chiffres issus du site du Rwadé).



François WELTER ♦ Directeur du CARHOP

Quand la CSC écrit son histoire !

En 1986, le CARHOP, en partenariat avec le KADOC, a réalisé, à la demande de la CSC, un ouvrage intitulé *100 ans de syndicalisme chrétien (1886-1986)*, dont le but était de retracer l'histoire de la CSC, en partant de la fondation (1886) de l'Association libre des travailleurs du coton de Gand, considérée par le syndicat chrétien comme l'organisation fondatrice du mouvement qui deviendra par la suite national. Publiée en français et en néerlandais, cette édition remporte un important succès. Près de quarante ans plus tard, les structures de la CSC et ses combats ont évolué considérablement. Comprendre ce qu'est la CSC d'aujourd'hui, sa contribution à la conquête de nouveaux droits socio-économiques, politiques et culturels, mais aussi appréhender ses revers nécessite de se replonger dans plus de quatre décennies d'histoire. Au final, ce projet a abouti en 2023, à la publication de l'ouvrage *La CSC, retour sur 45 ans de progrès social 1970-2013*.

Comprendre son organisation et la faire connaître

En 2020, lorsque la CSC s'adresse au CARHOP pour mener ce projet de recherche, son idée initiale est claire : la publication doit être un outil de compréhension destiné aux permanent-es francophones du mouvement syndical afin qu'il-elles s'approprient l'histoire de l'organisation à laquelle il-elles appartiennent. L'enjeu est de leur permettre de saisir pourquoi les structures syndicales sont ce qu'elles sont aujourd'hui, ainsi que d'inscrire leur action syndicale dans le temps long, en abordant les combats emblématiques menés depuis les années 1970. Au vu de ce public-cible, la focale de l'ouvrage est forcément orientée sur le syndicalisme francophone, sans, pour autant, que l'approche nationale soit négligée, la CSC se définissant comme une organisation nationale.

Une autre finalité vise à sensibiliser un public bien plus large à l'histoire de la CSC. Il s'agit dès lors de jeter les premiers jalons d'une histoire syndicale, sujet d'étude à part entière face aux raccourcis, à la méconnaissance et à l'incompréhension dont elle peut faire l'objet, et pourquoi pas, d'initier de nouveaux projets de recherche auprès des universités et des institutions socioculturelles. L'ouvrage se veut donc à portée d'un grand public, tout en respectant scrupuleusement la rigueur de la démarche historique.

Construire la publication : un processus d'éducation permanente à part entière

L'écriture de cette histoire syndicale ne peut être réalisée sans impliquer certain-es de ses acteurs et actrices. Ce processus se décline en plusieurs axes. D'abord, une dizaine d'(ancien-nes) syndicalistes et d'historien-nes du CARHOP constituent un comité d'accompagnement et scientifique du projet. Son rôle est de définir la trame de la publication, les questions qui font enjeux aujourd'hui et sur lesquelles il souhaite construire un regard historique ; d'aider les historien-nes à accéder aux archives syndicales et à identifier les personnes-ressources à interviewer. Ses nombreuses relectures et ses commentaires permettent progressivement d'affiner les analyses et, à la publication, de voir le jour.

Ensuite, certain-es acteur-rices de terrain sont impliquée-s dans l'écriture de cette histoire à deux niveaux. D'une part, la structure de l'ouvrage révèle une écriture hybride. La publication est en effet pensée d'emblée en deux parties. La première, rédigée par les historien-nes du CARHOP, retrace à grands traits les évolutions des structures syndicales et les principaux combats emblématiques menés par la CSC de 1970 à 2013, en les inscrivant dans le contexte institutionnel, socio-économique et politique de l'époque. La seconde est constituée

de chapitres thématiques qui mettent en exergue neuf enjeux ou questions identifiés par le comité d'accompagnement. Pour l'écrire, le comité choisit de donner la plume à des (ancien-nes) syndicalistes, des historien-nes et des compagnons de route de la CSC. En résultent des contributions sur l'affiliation, les services juridiques, la militance, la formation, l'information syndicale, l'environnement, le lien avec le politique, le «C» de CSC et le syndicalisme international et européen.

D'autre part, les historien-nes du CARHOP vont à la rencontre d'ancien-nes et d'actuel-les syndicalistes et récoltent leurs témoignages. Au total, une dizaine d'interviews sont ainsi menées et permettent de porter un regard original et situé sur l'action syndicale depuis les années 1970. Nombre d'entre elles apparaissent par extraits dans la publication.

Certain-es contributeur-rices ont mené plus loin le processus d'éducation permanente en élargissant la lecture commentée de leur article au-delà du comité d'accompagnement. Ainsi une rencontre réunissant des (ancien-nes) permanent-es de la CSC a permis d'enrichir davantage l'article relatif à la formation.

Le dispositif est pensé pour accéder à la publication et à son contenu. Reconstituer quarante ans d'histoire donne forcément lieu à une publication ample, même si l'ambition n'est pas de couvrir l'ensemble des actions interprofessionnelles menées par le syndicat. Le résultat est là : presque 600 pages dont il convient de faciliter la lecture. Le choix éditorial est donc d'écrire une histoire à plusieurs entrées : à côté des textes d'analyse historique soutenus par une riche iconographie, des encarts mettent en évidence des concepts, des extraits d'archives et des témoignages. En faisant le choix de sensibiliser un large public à son histoire, la CSC prévoit aussi, à côté de l'ouvrage en format papier, une version numérique de la publication, librement accessible et segmentée en plusieurs parties correspondant à la structure de l'ouvrage, de telle sorte que les lecteur-rices auront la liberté de puiser l'information qui les intéresse.

Le CARHOP, pour sa part, a créé dans son catalogue informatique une galerie avec l'ensemble des iconographies reprises dans la publication.

La principale difficulté : choisir une approche

La CSC est un mouvement social dont le rôle est multiple : groupe de pression, contre-pouvoir, organisation nationale, composée de fédérations régionales de centrales professionnelles travaillant en réseau et porte-voix des travailleur-euses avec et sans emploi, services à ses affilié-es, etc. Dès sa première rencontre, le comité d'accompagnement du projet s'interroge : comment montrer cette diversité ? Le parti est pris d'écrire une histoire de l'organisation, de ses positionnements, de ses combats au niveau de la Confédération, en abordant uniquement l'action interprofessionnelle. Est-ce à dire que les centrales, les fédérations ou les comités régionaux et communautaires sont absents ? À dire vrai, ils sont présents en permanence parce qu'ils sont des parties constitutives des structures syndicales, de leur évolution, de la définition des objectifs syndicaux et de la manière de les faire aboutir. Le *terminus* (2013) de cette histoire correspond d'ailleurs à l'organisation successive des congrès du Comité régional wallon et du Comité régional bruxellois, ainsi que de l'assemblée du Comité communautaire francophone. Chaque centrale, chaque fédération, chaque comité mérite une histoire à part entière ; certains d'entre eux en ont d'ailleurs déjà fait l'objet. Il fallait faire des choix.

L'approche par le biais de l'interprofessionnel et de la Confédération présente cet atout de permettre de poser des jalons clairs pour la compréhension de l'action syndicale. D'abord, elle met en avant le rôle de coordination du syndicat chrétien qui offre des services transversaux à l'ensemble du mouvement syndical. Ensuite, la Confédération accompagne les fédérations et les centrales dans la mise en œuvre des réformes en interne et des combats syndicaux transversaux qui ont pour objectifs de construire et défendre les droits des travailleur-euses avec ou

sans emploi, que ce soit à travers le statut unique, la lutte pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, la défense de la Sécurité sociale, etc. En fait, il s'agit pour la Confédération d'ériger un socle commun à l'ensemble du mouvement. Enfin, elle est particulièrement à la manœuvre dans l'organisation des différents congrès nationaux identifiés par le comité d'accompagnement comme des moments importants de l'histoire syndicale. Lors de ces rencontres qui réunissent l'ensemble des organisations syndicales chrétiennes (fédérations interprofessionnelles, centrales, services), les lignes de force et les résolutions sont débattues et votées comme autant de priorités et d'axes d'actions syndicales. Certaines, anciennes, sont réaffirmées ; d'autres, plus récentes, constituent de nouveaux champs d'action, le tout dans une perspective à moyen et long terme. Les congrès qui rythment la vie de la CSC sont des moments de réflexions porteuses d'un projet de société.

Un syndicat en mutation

Débuter la publication en 1970 n'est pas anodin. À la charnière des années 1970-1980, la création des comités régionaux et du Comité communautaire francophone est la réponse du mouvement syndical aux réformes de l'État et au déplacement de certains leviers d'action au niveau des communautés et des régions. Par ailleurs, le choc pétrolier de 1973 amorce une profonde crise économique qui se caractérise par une désindustrialisation de la Wallonie et un chômage de masse (près de 500.000 chômeur-euses en 1983). Face à ces réalités, la CSC repense ses structures syndicales, de manière à représenter et défendre des publics nés de la crise ou subissant particulièrement les effets de celle-ci : femmes, jeunes, migrant-es, travailleur-euses sans emploi, (pré)pensionné-es. Le processus est infini : dans sa recherche continue de défense et de protection des travailleur-euses avec ou sans emploi, la CSC continue d'initier de nombreuses structures pendant près de 45 ans : les agences locales pour l'emploi sont, à l'origine, une initiative syndicale ; les collectifs de travailleur-euses sans-papiers ; les cellules de reconversion, SOS Dépannage, etc.

Quant aux combats que mène la CSC, ils s'inscrivent dans une double dynamique. D'une part, le syndicat porte des revendications qui lui sont propres. Celles-ci s'inscrivent dans une histoire longue (la réduction collective du temps de travail, la défense de la Sécurité sociale, la défense et la protection de l'emploi, les salaires, etc.), tout en intégrant de nouvelles problématiques ou des réalités abordées avec de nouvelles approches (l'environnement considéré dans sa dimension travail, l'action syndicale européenne, la défense des sans-papiers...). D'autre part, l'organisation syndicale oscille entre accommodements, (contre-)propositions et oppositions frontales face à des politiques gouvernementales caractérisées notamment par le néolibéralisme des années 1980, les mesures d'économie draconiennes (années 1990), une politique d'activation qui ne rencontre pas la vision syndicale (années 2000) et face à l'incapacité des interlocuteurs sociaux de s'inscrire dans une vision commune à long terme (plan global et pacte de solidarité entre les générations).

En définitive, la CSC apparaît à la fois comme une organisation qui réfléchit et crée des droits, qui a comme principal levier de pensée et d'action... l'éducation permanente. ●

1. De nombreuses iconographies proviennent de l'icône de la CSC et, beaucoup d'autres sont issues des archives du service Presse de la CSC, dont les archives ont été versées au CARHOP dans le cadre du projet de recherche. Nous remercions particulièrement Lieve Callaert, Alexis Borbouse et Dominique Leyon pour leur précieuse aide.
2. Site de la CSC : <https://www.lacsc.be/la-csc/publications/brochures/carhop>
3. Site du CARHOP : <https://carhop.lescollections.be/index.php/Gallery/74>
4. À ce propos, voir les travaux du CARHOP et du KADOC.



La CSC, retour sur 45 ans de progrès social (1970-2013), Bruxelles, CSC-CARHOP, 2023.

Pour consulter l'ouvrage en ligne ou commander la version papier : www.lacsc.be/la-csc/publications/brochures/carhop?t=1705485534772.

Cyclo-choco solidaire

Le 24 septembre 2024, l'ONG WSM se mobilise en Wallonie avec un nouveau challenge : bougeons ensemble et changeons la donne ! Sur les routes de Wallonie et du cacao ; 20 équipes de 4 personnes se donneront comme défi d'avaler 60 ou 100 kilomètres en vélo (et du chocolat à gogo) en moins de 10 heures ! avec comme objectif de récolter ensemble 20.000 euros et soutenir le travail de WSM et de ses organisations partenaires actives dans le secteur du cacao.

Envie de nous rejoindre le 28 septembre pour ce nouveau challenge sportif, solidaire et gourmand ? Des quizz ; des kilomètres et une organisation au top vous y attendent ! ●

Dates : 28 septembre 2024
Lieu : région de Verviers-Eupen
Inscription : www.wsm.be
Infos : WSM Adrienne Legrand
Mail : adrienne.legrand@wsm.be



Se former comme adulte pour comprendre les enjeux socio-économiques

La Faculté ouverte de politique économique et sociale (FOPES-UCLouvain) organise un master universitaire en politique économique et sociale, en horaire décalé.

D'une durée de 3 ans, cette formation pluridisciplinaire s'adresse à des adultes engagés dans la vie professionnelle ou sociale permet de comprendre les enjeux économiques et sociaux qui se posent à la société contemporaine, d'analyser les politiques mises en œuvre par les acteurs économiques, politiques et sociaux, d'élaborer avec d'autres des projets et des propositions dans un cadre universitaire.

Le Master est accessible sur base de l'expérience professionnelle (VAE) avec l'ajout d'un module complémentaire constitué de 60 crédits de cours ou avec un diplôme de bachelier recon-

nu comme une passerelle ou d'un diplôme universitaire moyennant l'ajout de 15 crédits au programme de cours (formation en 2 ans).

Il est organisé en horaire décalé à Louvain-La-Neuve, à Charleroi et partiellement à Liège. À raison d'une journée de cours (samedi à Charleroi et à Liège, ou le jeudi à Louvain-La-Neuve) et une à deux soirées par semaine, la formation permet de combiner vie privée et professionnelle avec un accompagnement spécifique aux adultes en reprise d'études.

Organisé depuis plus de 50 ans, ce master universitaire bénéficie d'une bonne reconnaissance dans des milieux professionnels très diversifiés. Il vous permettra d'exercer des responsabilités plus importantes dans vos activités professionnelles ou sociales,



de progresser dans votre carrière ou de vous réorienter professionnellement dans de nombreux secteurs. ●

Séances d'information : 02 juillet 2024, 12 juillet 2024, 20 août 2024 en ligne à 18h00

Liens pour la séance en ligne : <https://uclouvain.be/fr/facultes/espo/fopes>

Infos : FOPES Jenifer Colleye

Tél. : 010/47.39.08

Mail : jenifer.colleye@uclouvain.be ou info-fopes@uclouvain.be

Naissance de la Coordination antifasciste de Belgique

Le 17 février 2024, à l'occasion de l'anniversaire des 5 ans du Front Antifasciste de Liège, une cinquantaine d'associations, des collectifs, de syndicats ou encore des réseaux militants venus tant du nord que du sud du pays, se sont rassemblés pour mettre sur pied une coordination antifasciste interrégionale. Leur objectif est de résister ensemble à la montée de l'extrême droite, en Europe et en Belgique. À cette occasion étaient organisés des stands, ateliers, conférences et concerts, avec la présence d'antifascistes de régions limitrophes (Allemagne, France, Pays-

Bas). Le MOC-Bruxelles et les JOC sont parties prenantes de cette Coordination antifasciste de Belgique (La CAB).

Cette nouvelle coordination entend occuper l'espace public et pousser les forces sociales à se mobiliser pour une société ouverte et inclusive. En effet, en Flandre, le parti d'extrême droite le Vlaams Belang jouit d'une immense popularité et les discours d'extrême droite se normalisent. En Belgique francophone, l'extrême droitisaitisation des partis «traditionnels» empruntant de plus en plus souvent des thématiques et éléments de langage de l'extrême droite, inquiète.

Pour la CAB, «*combattre le fascisme, c'est combattre aussi le racisme, sous toutes ses formes. C'est combattre le capitalisme et l'oppression des corps et des esprits qu'il insinue et les divisions qu'il distille pour se maintenir en place. C'est combattre le système patriarcal et toutes les oppressions liées aux genres*». Elle invite également «*toutes les forces sociales à s'opposer à la propagation des discours et idées d'extrême droite en luttant par tous les moyens légitimes à leurs dispositions. Devant l'incapacité actuelle des partis et médias à jouer ce rôle, nous appelons à la création d'un véritable cordon sanitaire de lutte. Que les groupes qui sèment la haine de l'autre se voient opposer une résistance déterminée et systématique*».

Pour en savoir plus :
www.facebook.com/profile.php?id=61560274493324

Le secret embarrassant de Levi's

Il y a dix ans, plus de 1.000 ouvrières du textile au Bangladesh ont trouvé la mort dans la catastrophe du Rana Plaza. Plus de 190 entreprises, de H&M à Zara, se sont empressées de ratifier un protocole visant à empêcher qu'une telle catastrophe ne se reproduise. Une seule entreprise a refusé de signer: Levi's. 10 ans plus tard, la marque de jeans la plus célèbre au monde continue de maximiser ses profits aux dépens des droits fondamentaux de ses travailleuses en matière de santé et de sécurité. Cet anniversaire est l'occasion de changer cette situation. C'est le moment de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour braquer les projecteurs sur Levi's.

Levi's: traitez vos travailleuses avec dignité!

Levi's prétend soutenir l'esprit de cet accord sur la sécurité, mais estime que ses propres évaluations et contrôles sont supérieurs. Cependant, il y a des raisons de



se demander si Levi's fait vraiment le nécessaire pour que ses usines soient sécurisées pour les travailleuses. L'année dernière, l'un des travailleurs d'une usine fournissant Levi's a affirmé que les ouvrières n'avaient pas accès à de l'eau potable ou fraîche et qu'elles s'évanouissaient souvent sous l'effet de la chaleur.

Levi's s'approvisionne auprès de plus de 60 usines au Bangladesh et au Pakistan. En signant l'accord, Levi's devrait autoriser des inspecteurs indépendants à visiter ces usines afin de s'assurer qu'elles respectent les règles de base en matière de santé et

de sécurité pour les travailleuses. Si cet accord international est satisfaisant pour de grandes marques, comme H&M, Zara et Calvin Klein, pourquoi ne l'est-il pas pour Levi's? Levi's n'est pas la seule à faire passer ses profits avant la vie des travailleuses du textile au Bangladesh et au Pakistan. Elle fait partie d'une douzaine d'entreprises qui n'ont pas priorisé la vie des travailleuses depuis l'effondrement du Rana Plaza: Amazon, ASDA, Columbia Sportswear, Decathlon, IKEA, JC Penney, Kontoor Brands, Target, Tom Tailor, URBN et Walmart. Cette situation ne peut plus durer! Dites à Levi's de placer la vie des travailleuses du textile avant ses profits!

Signez la pétition: www.achact.be/campagnes-slug/levis-doit-sengager-pour-la-securite-des-travailleuses/

Isabelle PAQUAY ♦ formatrice au Centre de formation Cardijn (Cefoc)

Quand des évidences sont bousculées : récit d'une expérience de formation « La pauvreté dans la société de l'abondance »

En pleine crise sanitaire, en septembre 2020, un groupe de réflexion à propos de la pauvreté est né à Saint-Hubert, petite commune rurale de la province de Luxembourg. C'est dans ce contexte de crise sanitaire, désstabilisant et anxiogène, particulièrement pour celles et ceux qui sont touché-es par la pauvreté, que le Ciep Luxembourg et le Cefoc ont ouvert un lieu pour les habitant-es qui souhaitaient partager leurs difficultés, mais aussi leurs questions et réflexions à propos de la pauvreté « au milieu de l'abondance ». Marie-Christine Dewez (Ciep Luxembourg) et Isabelle Paquay (Cefoc) ont imaginé « *un lieu où chaque participant-e pourrait épingler et appréhender les événements qu'il/elle a vécus pour tenter d'y (re)trouver du sens ou du non-sens* », s'appuyant sur le « parler en je » cher au Cefoc. Ces expériences devaient nourrir une réflexion collective à propos du pourquoi et du comment de la pauvreté. Tel était l'idéal imaginé par les deux formatrices. La réalité de terrain les a bousculées dans leurs évidences.

Des défis face à la question : « Y a-t-il des pauvres autour de la table ? »

Cette question, un peu provocatrice, a été posée dès la séance de lancement en septembre 2020, par un participant (qui n'a pas rejoint le groupe par la suite). Elle touche le cœur même du projet : quel sens cela avait-il de débattre de la pauvreté si personne n'était concerné par elle au sein du groupe ? La réflexion n'allait-elle pas être hors-sol, purement théorique ? Cette remarque annonçait aussi trois défis auxquels les animatrices et le groupe, constitué malgré tout en octobre 2020, mais démarré vé-

ritablement en septembre 2021, allaient être confrontés durant les deux années de réflexion qui ont suivi¹.

1. Rejoindre les personnes en situation de pauvreté

Chaque formateur-riche connaît la difficulté de toucher les classes populaires, d'autant plus s'il s'agit de parler d'un vécu douloureux, voire tabou, à leurs yeux et à ceux de la société. À Saint-Hubert, c'est à force de persévérance qu'un groupe hétérogène s'est formé, même si la classe moyenne y était surreprésentée. Il a fallu prendre son baluchon, frapper aux portes du CPAS, d'une EFT, faire jouer le bouche-à-oreille... pour que finalement, quelques femmes en situation « précaire » rejoignent le groupe, avec plus ou moins de régularité. La confiance entre le groupe, les formatrices et elles s'est construite petit à petit, un équilibre toujours fragile. Chacune a pu trouver lentement sa place dans les échanges...

2. Déconstruire les préjugés des personnes issues des classes moyennes

La question « *Y a-t-il des pauvres autour de la table ?* » traduit au moins deux préjugés dans le chef de celui qui l'a posée : la pauvreté se voit à l'œil nu et les « pauvres » ne se rendent pas dans ces lieux de réflexion. L'une des personnes présente à ce moment-là a mis à mal ces idées toutes faites, en se déclarant « *pauvre, même si cela ne se voit pas comme le nez au milieu de la figure* » et en témoignant de son parcours, de sa situation difficile...

Au bout de la première année de réflexion, quelques participant-es, tout-es issues de la classe moyenne et engagées dans d'autres projets solidaires,

ont souhaité passer à l'action pour « lutter contre la pauvreté à Saint-Hubert ». Ils et elles se sont lancé-es dans la mise sur pied d'un jardin potager communautaire, sur un terrain mis à disposition par le CPAS, à côté d'une maison de repos. L'idée de départ : produire des légumes à destination des bénéficiaires de la société Saint-Vincent-de-Paul. Pris par le temps et afin de préparer le sol pour les années suivantes, ils ont d'abord planté des pommes de terre, distribuées lors des Portes ouvertes du jardin, en septembre 2023. Mais « les jardinier-ères » se sont très vite posé des questions de sens à propos de ce qui était en train de se construire : « *Est-ce que ce que le groupe fait dans ce jardin potager va être accepté ?* » ; « *Est-ce utile ?* » ; « *Ne va-t-on pas retrouver les légumes distribués dans les poubelles comme ce fut le cas de certains colis distribués par la société Saint-Vincent-de-Paul ?* » ; « *Les travailleurs du home ont refusé les groseilles qu'on leur a apportées et préfèrent acheter de la confiture chez Aldi !* » ; « *Il faut conscientiser les bénéficiaires et les travailleurs à propos de l'intérêt de produire soi-même des aliments sains sans produits chimiques !* » ; « *A-t-on fait preuve de naïveté en se lançant dans ce projet ?* ». Les formatrices décident alors de travailler ces questions avec l'ensemble du groupe, conscientes que des préjugés tenaces se cachent derrière ces dernières. Des extraits du documentaire « *Femmes invisibles. Survivre dans la rue* » (Claire Lejeune – 2015) sont visionnés et un extrait d'une interview de Céline Nieuwenhuys, Secrétaire générale de la Fédération des services sociaux², est lu afin de travailler les échos entre ces documents et les questions de sens posées par les « jardinier-ères » ?

Si des préjugés fusent à la découverte de jeunes femmes vivant dans la rue (« Elle a 26 ans et n'a pas de projet d'avenir! »), des évidences semblent tout de même secouées : « C'est le regard que nous portons avec nos yeux. Elle (une des femmes du documentaire) ne se fout pas du regard des autres. C'est difficile de se mettre à la place des autres » ; « Par le jardin, on a voulu aider les autres mais eux, quels sont leurs principes ? Sommes-nous prêts à suivre les leurs ? Avons-nous suffisamment d'empathie pour les suivre ? » ; « Lorsque nous déclarons "Il faut les conscientiser", nous portons un regard sur eux avec nos références » ; « On veut bien faire, mais on tape parfois à côté » ; « On peut donner un regard et écouter, mais quel regard ? » ; « Il faut oser les regarder et les écouter. Une rencontre, c'est déjà beaucoup. Il faut se faire petit pour rencontrer quelqu'un et ne pas le regarder de haut » ; « En fait, on choisit pour eux l'alimentation qu'ils recevront... » ; « Ils peuvent se demander comment on les considère, pourquoi on leur refile des produits périmés ou sans gout ».

Les formatrices invitent chacun-e à s'interroger en toute honnêteté : « Quel regard je porte sur "les pauvres" ? ». S'expriment toutes sortes d'émotions et de sentiments : la méfiance (« S'agit-il de vrais ou de faux pauvres ? Font-ils le nécessaire pour s'en sortir ? ») ; la peur (« Ils me font peur et je n'ose pas les regarder. J'évite leur regard. Et si c'était moi ? ») ; la culpabilité (« En même temps, je me sens coupable, car je ne fais rien. Et puis, il y a sans doute une raison qui explique leur situation... ») ; l'empathie (« J'essaie de les regarder avec bonté, avec empathie, de les écouter, les respecter, de ne pas faire la leçon, la morale. Ils ont des valeurs que je n'ai pas ») ; l'envie de comprendre sans juger (« Qu'est-ce qui a fait qu'à un moment donné une personne bascule et se retrouve dans la rue, seule... Qui suis-je pour juger ? Que faire à mon niveau pour comprendre sans juger ? ») ; « Sont-ils réellement pauvres ou paraissent-ils pauvres à mes yeux ? ») ; l'incompréhension (« Difficile de comprendre que l'on puisse se laisser aller aussi loin, aussi bas ») ; la pi-

tié (« Je ne sais pas comment les aider, je suis désarmé. Je ne sais pas s'ils veulent être aidés. De quoi ont-ils besoin ? »). Certaines balancent entre deux manières de regarder la pauvreté : « Soit je m'interroge sur les raisons qui les ont poussés à être là. Qui sont-ils au fond d'eux ? Quelle richesse les habite qui est invisible ? Soit je pense qu'il y a toujours moyen de s'en sortir. Ils doivent lutter contre cette société qui les oppresse. Pourquoi n'ont-ils pas cette énergie ? ».

À la suite de ce premier bousculement, les « jardinier-ères » vont dialoguer davantage avec les bénéficiaires de leurs récoltes, pour connaître leurs envies, leurs besoins, leur proposant de cultiver eux-mêmes une petite parcelle... « Mais ils ne viennent même pas ramasser les légumes... ». Les préjugés ont la dent dure !

3. Mettre en lumière les inégalités et les logiques de domination au sein du groupe

La lecture de l'interview de Céline Nieuwenhuys a poussé le groupe à réfléchir en termes de lutte contre les inégalités et non de lutte contre la pauvreté. Ce souhait tombe à pic pour les formatrices qui sont régulièrement confrontées à des prises de parole qui écrasent ou empêchent les plus fragiles du groupe de s'exprimer. Elles imaginent un travail en trois étapes pour nourrir la réflexion à propos de la lutte contre les inégalités, d'abord au sein du groupe. Celui-ci devient son propre objet d'études, à travers deux outils et une prise de recul conclusive.

- La marche des privilèges³ a permis aux participant-es de se positionner spatialement par rapport à certains privilèges qui les concernent ou pas individuellement. L'un des hommes du groupe, situé loin devant, témoigne : « Je me suis senti avantagé. Cela m'a fait prendre conscience que tout le monde n'est pas comme moi et aussi que je ne me suis pas assez souvent posé la question ». Une femme, derrière tous les autres, partage le fait que « Depuis que je suis née, je me bats. Par exemple, à l'école, je devais travailler



beaucoup plus que mon frère pour y arriver. Le fait de me retrouver derrière les autres ne me dérange pas et ne me rend pas jalouse. Je suis ce que je suis et je n'ai pas les mêmes atouts que les autres. Je n'ai pas le choix, je dois avancer... ». Des énoncés ont frappé, étonné, interpellé, tels ceux à propos du handicap invisible (« Je n'ai jamais réfléchi au fait que cela pouvait engendrer des inégalités ») ou à propos du fait de ne pas pouvoir se nourrir (« Je n'ai jamais été confrontée à la faim tout en ne pensant pas que d'autres peuvent être dans cette situation »). De nouveaux bousculements !

- Le jeu des jeton⁴ permet de comprendre comment les inégalités et les situations de pouvoir et de domination se construisent au sein de la société. Les observations sont édifiantes... au sujet du groupe ! Les trois sous-groupes tentent de gommer les inégalités de départ en mettant en œuvre des mécanismes de « solidarité ». Les « carrés » créent une caisse noire qui leur permet de pra-

tiquer la charité envers, non pas les deux autres sous-groupes moins aisés, mais vers les plus pauvres, sans préciser de qui il s'agit exactement. Les trois «triangles» se partagent le bonus en prenant en compte la situation familiale et les besoins de chacun-e. Les «ronds» mettent en place leur propre caisse de solidarité au cas où l'un-e d'entre eux serait en difficulté. À la fin du jeu, il-elles sont même prêt-es à distribuer ce qu'il-elles ont amassé dans leur pot commun, à toutes les participant-es pour que tou-ttes disposent du même montant ! Malgré les bonnes volontés, les inégalités ne disparaissent pas : les «triangles» deviennent les nouveaux «carrés» et inversement, tandis que les «ronds» restent à leur place jusqu'à la fin du jeu... Les formatrices constatent aussi que le pouvoir est accepté, non interrogé et non perçu ! Des logiques de domination sautent pourtant aux yeux. Les formatrices imposent de nouvelles règles en cours de jeu sans aucune rébellion de la part des joueur-euses. Les «carrés» et les «triangles» abandonnent très vite la prise de décision à l'unani-

mité. Deux «carrés», issus des classes moyennes supérieures, décident ensemble, laissant de côté le «troisième carré», issu des classes populaires ! La formatrice les interpelle tous trois, à plusieurs reprises, sans changement d'attitude ni de l'une, ni des autres... Seul un «triangle» admet qu'elle a la parole facile et que c'est elle qui a émis la plupart des propositions au sein de son sous-groupe. *«J'ai pris le pouvoir en quelque sorte...».*

-Une prise de recul sur ce qu'a vécu le groupe : les outils «Marche des privilèges» et «Jeu des jetons» ont révélé beaucoup sur le groupe lui-même, en termes d'inégalités et de domination. Ce contre quoi les formatrices luttent sans beaucoup de succès jusque-là a éclaté au grand jour. Lors du jeu, des dominant-es et des dominé-es ont continué à jouer leur rôle dans les groupes !

On peut dès lors s'interroger sur la présence des dominé-es et des dominant-es dans le groupe depuis septembre 2020. Lutter contre les inégalités, n'est-ce pas d'abord prendre conscience de ce qui se joue

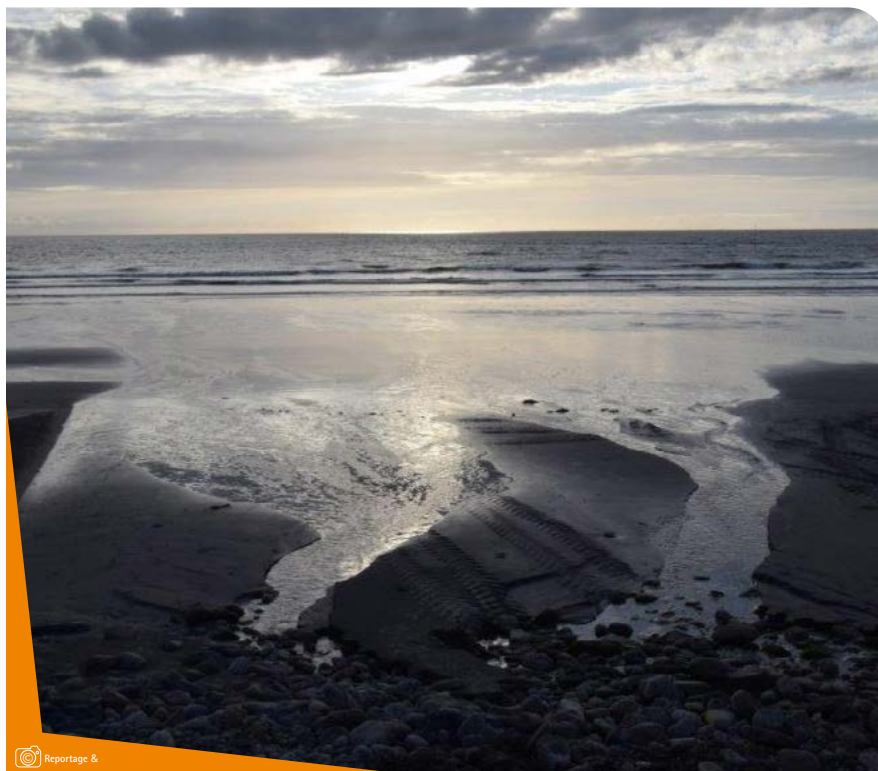
«là où j'ai les pieds», «au plus proche de moi» ?

Les formatrices listent avec le groupe les inégalités mises en lumière lors de la marche des privilèges (hommes/femmes, intellectuelles, linguistiques, santé, culturelles, numériques), puis invitent chacun-e à ajouter d'autres inégalités qui le-la touche dans son quotidien et dans sa vie (l'âge, le milieu socio-économique, les traumatismes...). Parmi toutes ces inégalités, quelles sont celles qui touchent le fonctionnement du groupe ? Quelles situations de dépendance et de pouvoir ces inégalités créent-elles entre les participant-es ? L'idée n'est pas de juger, de pointer du doigt, mais de montrer comment des inégalités et des dominations se mettent en place dans un groupe comme celui-là, malgré quelques règles de fonctionnement rappelées régulièrement ⁵, malgré les bonnes intentions... Les langues se délient : *«La parole masculine est davantage valorisée»* ; *«Il faut découvrir sa propre richesse, se savoir complémentaire (...) sans se croire inférieur ou supérieur»* ; *«Pourquoi vouvoyer certains participants ?»* ; *«J'ai parfois peur de prendre la parole, face à d'autres, plus à l'aise».*

Que faire pour tenter de réduire, voire de supprimer ces situations dans ce groupe ? Après discussion, le groupe se met d'accord, à l'unanimité, sur des règles de fonctionnement supplémentaires : un bâton de parole car *«si l'autre ne parle pas, il n'enrichit pas les autres»* ; la confiance et le respect mutuel, au sein du groupe, mais aussi entre le groupe et les formatrices qui restent *«les meneuses de jeu»* ; l'auto-régulation de sa propre parole ; l'emploi systématique du «tu» pour mettre tout le monde sur le même pied.

Conclusion

Pour comprendre la pauvreté, il faut d'abord écouter les plus fragiles. Pour les écouter, en plus de créer un cadre propice, il faut mettre à mal les préjugés des classes moyennes envers



eux et elles, faire prendre conscience à tous et toutes des inégalités et des logiques de domination qui s'installent insidieusement dans un groupe... et a fortiori, dans la société tout entière. L'éducation permanente vise à l'émancipation des classes populaires, mais cette expérience à Saint-Hubert montre combien il est indispensable de contrer les préjugés des classes dominantes. Sans cela, les logiques de domination continuent à aller bon train, mettant à mal les visées d'émancipation.

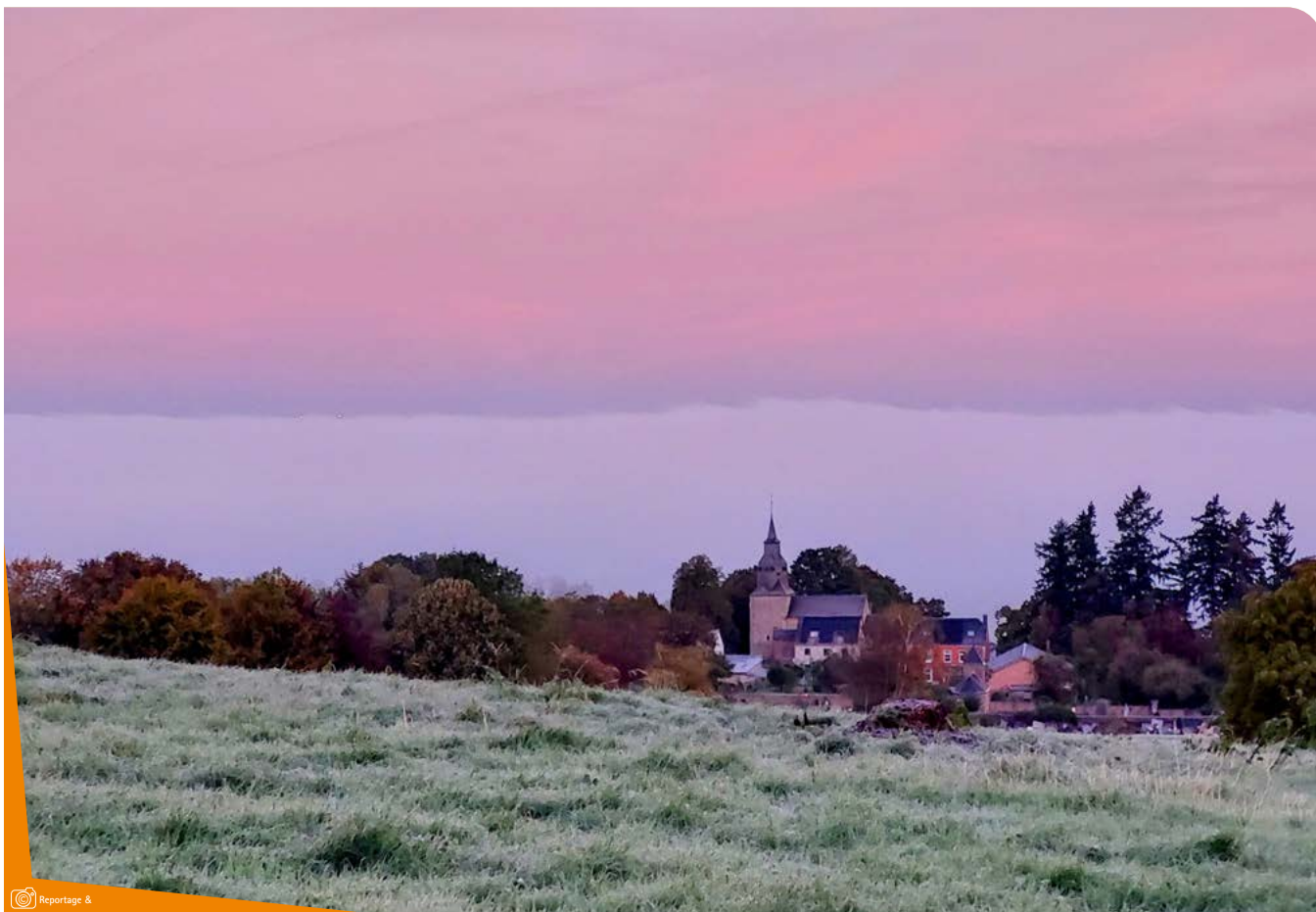
À Saint-Hubert, à force d'être bousculé-es, des yeux de participant-es se sont entrouverts, d'autres sont grands ouverts. Lors de la clôture du groupe en juin 2023, les femmes les plus fragiles ont manifesté leur souhait de continuer à discuter des thèmes qui les préoccupent. C'est ainsi qu'est né un nouveau groupe, qu'elles ont baptisé

«Lundi, c'est papote!» et que d'autres ont rejoint. Une belle émancipation et aussi une belle récompense pour les formatrices! ●

1. En plus des réflexions dont cet article se fait l'écho, le groupe a questionné les différents types de pauvreté (économique, culturelle, de la santé...) tout au long de ces deux années.
2. *Continuer à s'étonner, ne pas s'habituer!*, Interview parue dans *Atout Sens*, décembre 2021, p. 8 : «*En pleine crise sanitaire, alors que les plus riches ont fait des économies voire des profits, les plus pauvres ont encore perdu! En Belgique, l'aide alimentaire a été renforcée, au lieu d'un soutien financier qui aurait davantage aidé les familles à se protéger et permis de choisir leur alimentation. Comment a-t-on pu s'habituer à ce que des personnes n'aient même plus le choix de leur alimentation et celle de leurs enfants? Chacun-e s'habitue tellement vite! Il faut continuer à s'étonner du sort des plus précaires, tout en proposant des colis alimentaires de qualité. Mais surtout, il faut lutter contre les inégalités plutôt que contre la pauvreté, en demandant notamment une contribution aux plus riches.*»
3. Selon la méthodologie de la Marche des privilèges, les participant-es se tiennent sur une même ligne droite. L'animatrice lit une série d'énoncés (ex. J'utilise

rarement les transports collectifs; Mes parents n'ont jamais été sans emploi ou sans revenu; Ma famille possède un ordinateur...) et les participant-es concerné-es font un pas vers l'avant. Lorsque l'affirmation ne les concerne pas ou qu'ils ou elles ne souhaitent pas y répondre, il-elles restent sur place. Après l'exercice, chacun-e revient sur l'expérience en exprimant les sentiments éprouvés en se retrouvant à l'avant, au milieu ou à l'arrière du groupe. Pour en savoir plus : www.fedelima.org/docs/RAFFUT2018/METHODO.MARCHE.DES.PRIVILEGES.pdf

4. Les participant-es sont réparti-es par tirage au sort en trois sous-groupes qui reçoivent chacun un montant de jetons différents. Les «carres» sont les plus riches, les «triangles» les intermédiaires et les «ronds» les moins nantis. Plusieurs rounds ont lieu : à chaque fois, les groupes reçoivent une enveloppe avec un certain montant de jetons. Ils doivent choisir à l'unanimité ce qu'ils vont faire avec ce bonus. Des stratégies se sont mises en œuvre, pour autant que cela se fasse à l'unanimité. L'une des formatrices observe les groupes afin de pouvoir faire le point après le jeu, tandis que l'autre anime. Pour en savoir plus : www.iteco.be/revue-antipodes/jeux-et-exercices-pedagogiques/article/jeu-des-jetons.
5. Les groupes Cefoc sont régis par certaines règles : parler en «je», écouter l'autre, sans jugement, en toute confidentialité. Il n'y a jamais de bêtise et il est toujours possible de ne pas parler si on ne le souhaite pas.



Juliano FERREIRA DE SOUZA ♦ Fomateur de philosophie à l'ISCO-CNE

Lutter contre l'extrême droite : un en-jeu « grandeur nature »

L'expansion de l'extrême droite est devenue un phénomène politique de portée internationale. Guidée, le plus souvent, par un profond sentiment de haine, l'extrême droite n'est plus un lointain souvenir du passé, mais constitue un phénomène qui met en péril jusqu'aux démocraties considérées comme les plus stables. Née à l'intérieur même du système démocratique, alimentée par des crises de nature représentative et économique, elle s'accompagne d'une dangereuse pratique de désinformation qui trouve une circulation sans restriction sur les réseaux sociaux. À l'approche des élections de juin 2024 et du risque réel d'accession au pouvoir de l'extrême droite en Belgique, le travail de sensibilisation et de conscientisation tant de la société civile que des adultes en formation devient une priorité. Au sein des organisations syndicales, ce travail de mise en garde et de déconstruction critique est mené depuis longtemps. Un investissement dans la formation politique des militant·es, tant dans la communauté flamande, par le biais de l'ACV, que dans la communauté francophone, par le biais de la CSC-Diversité, a été réalisé pour permettre la compréhension et les possibilités d'action face au phénomène politique que représente l'extrême droite¹. Sur ce même front, la CSC-Diversité a joué un rôle actif dans la formation et dans la mobilisation des travailleur·euses, en se concentrant sur l'analyse et le décryptage de la discrimination qui sous-tendent l'imaginaire et le discours de l'extrême droite.

Invitée à intégrer ce thème dans la formation ISCO-CNE, la responsable du service Diversité de la CSC, Malika Borbouse, a animé une journée en mars avec un groupe de délégué·es CNE et Transcom. Sous forme d'Escape Game, cette journée fut l'occasion d'une expérience et d'une réflexion

collective, qui a donné aux participant·es l'opportunité de réfléchir à leur parcours professionnel et syndical face à la menace extrémiste qui s'installe en Europe. Elle s'inscrit dans une démarche plus large de sensibilisation du CIEP au sujet du racisme structurel et aux différentes formes de discrimination, avec une attention particulière à la dimension du travail en entreprise².

Le jeu, au cœur de l'apprentissage en réseau

D'entrée de jeu et avec des bandes sonores, l'animatrice invite toutes les participant·es à une expérience collective d'immersion, qui consiste en un jeu « grandeur nature » et cherche à explorer, à travers une expérience ludique, des aspects pédagogiques qui ne pourraient être sollicités autrement. Comme l'explique Malika Borbouse, « *l'apprentissage par le jeu, l'en-jeu, la surprise, la collaboration et l'échange, par le mouvement, les couleurs, les textures et les émotions, est la meilleure façon d'impliquer les participant·es, car tous les types d'intelligence sont concernés* ». Parmi les nombreuses étapes de l'animation, il convient d'en décrire quelques-unes pour donner une idée du ressenti et de l'horizon d'action syndicale qu'elle a ouvert à chacun·e des participant·es.

La première activité confronte aux multiples facettes de la discrimination, mettant en lumière comment elle se produit aussi bien dans la sphère privée que dans la sphère publique, dans la famille et au travail. Y faire face est une preuve d'ouverture et de permanente compréhension de la différence. Divisé·es en sous-groupes, les étudiant·es découvrent l'histoire de six personnes, leurs drames avant et après une supposée prise de pouvoir par l'extrême droite. Il s'agit de prévoir ce qui va changer en

termes de solidarité et de tolérance au sein de leur vie et de l'ensemble de la société. Ensuite, les étudiant·es sont invité·es à dénoncer les préjugés et à formuler des réponses et des arguments aux agressions symboliques qui traversent nos vies. Qu'il s'agisse de propos racistes, d'analyses économiques biaisées ou de programmes politiques qui criminalisent l'immigration, tout est soumis au crible des participant·es qui réfléchissent ensemble à la manière de répondre à ces agressions. L'idée centrale est de favoriser la réflexion sur des actions collectives visant à éviter la banalisation et la diffusion, dans l'espace public, de préjugés et discriminations, parfois structurels, qui tendent à devenir invisibles au quotidien. Ce premier moment permet de comprendre quels sont les scénarios possibles et les interventions normatives que l'extrême droite mettra en œuvre une fois arrivée au pouvoir.

« *J'ai peur d'avoir des rêves qu'on risquera de m'interdire surtout des beaux rêves de ce mélange multiculturel qui est enrichissant pour tout individu confondu* » (Claude Ferret). Après la description de scénarios possibles, on comprend mieux comment les modes opératoires d'une montée de l'extrême droite dans le système politique auront un effet sur la vie de chacun·e.

« *Il faut empêcher l'extrême droite de monter au pouvoir. Ce ne sont pas leurs idées qui vont rendre la vie meilleure aux citoyens. Tout au contraire, cela servira à détruire la diversité, à détruire la Sécurité sociale et tous les acquis que nous avons eus avec de longues luttes.* » (Ruhi Tuloglu)

Ne rien laisser passer

En sous-groupe, nous travaillons ainsi le « *renforcement sur le fait de ne rien laisser passer, y compris sous couvert d'humour* », comme le rappelle la formatrice Valérie Ska, qui pointe l'importance de disposer d'une



Reportage.fr

« Quand on lisait les textes, on vivait les histoires » (Ruhi Tuloglu)

Il était possible de ressentir la peur, l'angoisse, l'absence de famille et l'incompréhension. Cette étape forte de l'animation a transformé notre sensibilité et a permis de réfléchir et de se projeter. En lisant ces histoires, nous avons vu nos propres rêves et notre propre humanité dans le miroir, et nous avons certainement élargi notre conception de la solidarité.

Face à l'engagement émotionnel

Alors que le projet politique de l'extrême droite devient plus clair en ses multiples déclinaisons, une question se pose : comment la société permet-elle de tels mouvements de s'immiscer dans les entrailles de la démocratie, avec, sinon le soutien, du moins la complicité de divers secteurs de la société ? L'extrême droite cherche à se hisser au pouvoir tout en critiquant ses structures et le statu quo des institutions politiques. Un exemple frappant est la montée populiste et extrémiste de facto dans les Amériques, qui montre comment la désinformation impose un blocage dans le processus de construction collective de la démocratie. Selon les études sur le phénomène contemporain de la désinformation numérique, l'une des pratiques récurrentes des mouvements d'extrême droite est ce que l'on appelle l'ingénierie du chaos. Cela signifie la diffusion systématique de désinformation, visant à produire un sentiment de désordre et de disruption sociale, qui finit par ouvrir la voie à l'extrême droite vers la prise du pouvoir³. La communication individuelle et ciblée résultant de l'élargissement des réseaux sociaux, et la manipulation de l'opinion que cela permet, rend possible la diffusion d'une réalité symbolique dans laquelle règne le chaos et opère le désordre, générant ainsi un constant « sentiment de catastrophe sociale »⁴. Il ne s'agit pas seulement de disséminer l'idée d'une société fragmentée, menacée par les dérèglements d'une immigration de masse, par exemple, et qui remettrait en cause la stabilité économique et les identités nationales. Ce qui opère réellement à partir de ces bulles de filtres, qui se nourrissent les uns des autres, tout en s'isolant de la différence, c'est une persuasion opérée par la mobilisation des

structure d'envergure nationale, comme les syndicats, qui offre le support et les conditions d'une réflexion constante sur l'action collective face à la menace de l'extrême droite.

En essayant de formuler une position de résistance aux préjugés inscrits dans la vie quotidienne et dans les programmes politiques de l'extrême droite, les participant-es sont amené-es à dialoguer directement avec des personnes et des idées dont les opinions reproduisent de vieux stigmates et préjugés, et les doutes et les impasses qui découlent de cette situation ne sont pas évidents. Que dire à quelqu'un qui exprime publiquement ou dans le milieu professionnel des propos haineux à l'encontre des relations homoaffectives ? Ou qui rejette toute forme d'immigration en la rendant responsable du déclin moral et économique de la société ?

Au cours du jeu, les étudiant-es sont amené-es à réfléchir collectivement à la manière de réagir, de formuler des arguments et des raisons susceptibles d'affronter le discours autoritaire. Un blocage se présente auquel chacun-e d'entre nous a certainement déjà été confronté-e, à savoir comment affronter des positionnements politiques basés davantage sur l'émotion – souvent la haine –, et non sur la raison.

Michel Dumoulin exprime cette impasse : « Face à des slogans simplistes et de l'émotion, il est très difficile d'opposer des

arguments qui eux restent dans le domaine du rationnel, notamment pour déstructurer le discours et le mettre à plat ».

Pourtant c'est bien dans la formulation raisonnée que les étudiant-es sont encouragé-es à trouver le fondement de leurs positions, à l'appui de données historiques, économiques et statistiques capables de démonter la machinerie extrémiste.

« Il faut continuer à rappeler les méfaits et les actions de ces partis extrémistes et de leurs dangers s'ils deviennent majoritaires au niveau national et européen ». (Philippe Bruyère)

Face aux témoignages de migrant-es

Un autre moment de la journée, probablement le plus émouvant, fait découvrir des témoignages de réfugié-es, interviewé-es par la formatrice elle-même. En les lisant, les participant-es remplissent une carte sur laquelle sont coloriés les lieux traversés par ces réfugié-es en fonction des expériences vécues. Ce que ce parcours de fuite et d'exil raconte est bouleversant, et l'empathie pour ces vies s'installe dans les groupes, tout au long du jeu, remettant en question les images préconçues qui existent sur l'exil et l'immigration. Personne ne reste indifférent après avoir entendu les violences et les préjugés auxquels il-elles ont été exposé-es dans leur quête de meilleures conditions de vie.

affects. Le plus souvent, il s'agit de la colère, qui se construit par rapport à une altérité, à l'«autre», l'ennemi interne ou externe – le plus souvent, l'immigré-e vorace qui viendrait usurper le système de Sécurité sociale local⁵. L'engagement émotionnel est tel que toute forme de persuasion rationnelle devient inefficace. L'extrême droite a compris assez tôt que la construction de la représentation sociale d'un collectif fonctionne en partie comme un circuit d'affects, et n'a pas hésité à opérer une sorte de gestion sociale de la peur pour mobiliser les cœurs et les esprits⁶.

Vers la construction d'une représentation sociale

Après l'expérience collective de l'animation de l'Escape Game et la prise de conscience des processus de disruption opérés par l'extrême droite, deux observations ont particulièrement fait écho dans les sous-groupes. D'une part, la remarque selon laquelle une partie de la perméabilité de l'extrême droite est due à l'oubli de la sécurité sociale en tant qu'acquis historique. La perte d'un horizon historique serait donc l'une des causes partielles de perméabilité à tout discours qui cherche à aplatir la solidarité sous la justification d'un supposé dynamisme économique. D'autre part, et dans la même veine que l'insistance sur la centralité de la perspective pédagogique, il y a une prise de conscience collective de la nécessité de disposer d'espaces de formation qui permettent d'analyser les enjeux politiques et sociaux des régimes extrémistes. En effet, pour Alain Maumert, introduire dans la formation syndicale, une étude critique de l'extrême droite «*serait un bon sujet dès la première année*» et montrerait ainsi l'importance de cette thématique en tant que perspective privilégiée pour penser l'ensemble des thématiques abordées dans la formation ISCO-CNE.

Ce ressenti témoigne d'une demande de réflexion sur les problèmes qui servent de substance au discours impétueux que l'extrême droite tente de détruire. Le recul et la discussion commune sur les vrais problèmes auxquels les gens sont confrontés aujourd'hui sont des pratiques nécessaires d'apprentissage en réseau et d'immunisation. L'animation variée proposée par le service Diversité de la CSC a montré une voie

de travail collectif, s'inscrivant dans l'effort de fond du mouvement social et ouvrier.

Dans le même sens, déjà en 2005, Christian Boucq et Marc Maesschalck appelaient à la réalisation d'une instance de concertation et d'un engagement coopératif comme voie pédagogique de préparation face aux avancées de l'extrême droite. Face au blocage culturel et à la confiscation de l'espace public par des formes réductrices d'analyse sociale, ces auteurs ont préconisé une action qui, compte tenu de la pluralité des modes de manifestation de l'autoritarisme, est une solution concertée avec un réseau de citoyenneté, et qui porte donc la marque d'une action collective et démocratique⁷.

Toutes ces propositions visent le même objectif : construire ensemble une représentation sociale capable de répondre aux attentes démocratiques, tout en empêchant la réalisation et la mise en pratique de la genèse et de la circulation d'idées discriminatoires, visant à la prise de pouvoir par l'extrême droite. En phase avec cette approche, l'animation du service Diversité de la CSC a permis aux participant·es du groupe ISCO-CNE de bénéficier d'une journée entière dédiée au partage et à la recherche collective de pistes d'action possibles. ●

1. Voir le texte éclairant de Luc Impens sur le monde du travail en Flandre et les actions menées par l'ACV [Algemeen Christelijk Vakverbond] dans le cadre de la formation continue : LUC IMPENS, «*Quand l'extrême droite s'imimisce sur les lieux de travail*», *Démocratie*, n° 12, décembre 2022, pp.2-5 (en ligne) : <http://revue-democratie.be/index.php?op->

[tion=com_content&view=article&id=1597:enjeux-syndicaux-quand-l-extreme-droite-s-immisce-sur-les-lieux-de-travail&catid=42&Itemid=131](http://revue-democratie.be/index.php?op-tion=com_content&view=article&id=1597:enjeux-syndicaux-quand-l-extreme-droite-s-immisce-sur-les-lieux-de-travail&catid=42&Itemid=131) Voir aussi l'étude *De vakbonden in Europa tegen extreemrechts: elementen in kaart gebracht*, qui présente l'évolution de la question en Europe (en ligne) www.hetacv.be/docs/default-source/acv-csc-docsitemap/5000-over-het-acv-a-propos-de-la-csc/5230-publicaties-publications/5240-folders-en-brochures-brochures/5310-diversiteit-discriminatie-migratie-diversiteit%20A9/pdf_brochure_de-vakbonden-in-europa-tegen-extreemrechts_16062023.pdf?sfvrsn=c2e87b3e_6

2. L'article écrit par Malika Borbouse montre la genèse du projet et son inscription dans un effort global de l'ACV-CSC pour sensibiliser à la discrimination et à l'autoritarisme politique. Voir Malika BORBOUSE, «*Extrême droite et racisme: des actions et des jeux pour les faire reculer*», *L'Esperluette*, n° 117, 2023, pp.16-17. Par ailleurs, en 2021, le CIEP a développé une campagne intitulée «*Racisme structurel*». Pour en savoir plus : www.ciep.be/index.php/2012-11-29-08-11-38/campagne-2021-racisme-structurel
3. Voir Giuliano DA EMPOLI, *Les ingénieurs du chaos*, Paris, Folio, 2023 [2019].
4. L'idée vient du philosophe allemand Theodor W. Adorno, qui a cherché à analyser les caractéristiques du parti Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD) à la fin des années 1960 : Theodor W. ADORNO, *Le nouvel extrémisme de droite*, Paris, Climats, 2019, p. 25.
5. Luc Impens cherche à démasquer la rhétorique mobilisée par l'extrême droite dans sa tentative de s'imposer dans le monde des affaires et du travail en Flandre. Selon lui, la perspective de ces mouvements en matière de Sécurité sociale est fluctuante. Plus précisément, le Vlaams Belang a adopté ce qu'Impens appelle le «*nativisme social*», qui n'est pas ouvertement libéral, mais ne considère pas non plus la Sécurité sociale comme un droit universel. Voir LUC IMPENS, *op.cit.*, p.3.
6. Pour une analyse plus détaillée de cette idée de mobilisation affective, voir : Vladimir SAFATLE, *Le circuit des affects : corpus politique, détresse et la fin de l'individu*, Paris, Le bord de l'eau, 2020.
7. Christian BOUQCQ et Marc MAESSCHALCK, *Déminons l'extrême droite*, Mons, Couleurs livres, 2005, p.60.



**BAGIC****Formation à la coordination de
projet culturels et socioculturels****NOUVELLE SESSION BAGIC À CHARLEROI : OCTOBRE 2024
À JUIN 2026 - TOUS LES MARDIS À L'AUBERGE DE JEUNESSE**Retrouvez-nous
sur **WWW.CIEP.BE**

Avec le soutien de la

**FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES**

Mattis BRENY ♦ Bagic interrégional 2020-2022

Comment (re)faire équipe dans un contexte de fragilité et de tensions internes ?



La question de (re)faire équipe s'est posée à la suite d'une situation marquée par une importante instabilité du groupe et par un désengagement collectif.

Les causes de cette situation problématique ont été analysées en fonction des différents niveaux de la grille

d'Ardoino, ce qui a permis de mettre en lumière différentes possibilités d'action. Ces dernières se sont concentrées sur le niveau organisationnel, avec comme objectifs de recréer du lien entre les différents membres de l'équipe de l'association et de partager un langage commun plus clair.

Ce projet a permis de définir diverses pistes pour (re)former un collectif œuvrant dans le même but, notamment définir les valeurs revendiquées, prendre du temps en équipe et s'inspirer de modèles horizontaux tels que la sociocratie pour favoriser la participation de l'équipe. ●

Sarah SEGERS ♦ Bagic interrégional 2020-2022

Immersion à la Posterie, Centre Culturel de Courcelles. Comment optimiser le fonctionnement de notre école de devoirs afin de donner davantage de place à l'enfant et d'initier des synergies avec les projets de La Posterie, centre culturel de Courcelles ?



Un centre culturel présente de multiples facettes. À La Posterie, la particularité de la dimension culturelle est la présence d'un secteur « enfance », avec notamment une école de devoirs (EDD).

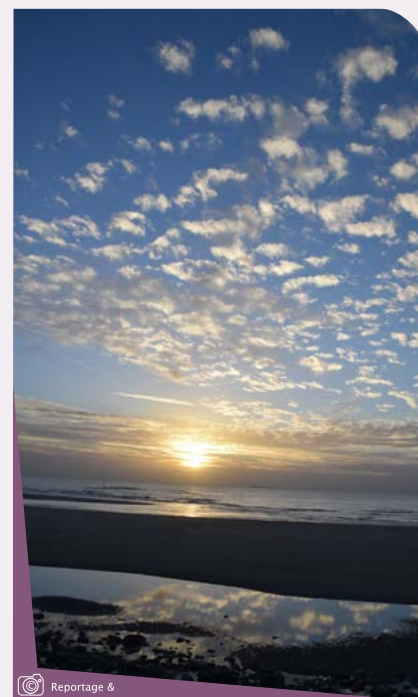
Après m'être documentée sur le centre culturel pour comprendre le fonctionnement et l'évolution de l'EDD, j'ai mis en évidence une situation insatisfaisante : le focus sur l'aide aux devoirs et sur le soutien scolaire pendant l'année scolaire induit une mise entre parenthèses des autres missions traditionnelles de l'EDD.

Ce constat m'a permis d'identifier certains dysfonctionnements et de proposer de mettre en place différentes actions pour y remédier. Tout d'abord, il était primordial d'intégrer d'autres actions à celles initialement prévues et de les articuler les unes aux autres afin d'avoir un projet cohérent.

Mon plan d'action a mis en évidence des outils qui permettent aux enfants de trouver leur place dans l'EDD, d'autres qui améliorent la méthode de travail de l'équipe ainsi qu'une pédagogie alternative à l'aide aux devoirs.

La mission de la Posterie est de permettre aux enfants d'être considérés comme des personnes à part entière, de prendre en compte son avis et de développer son autonomie tout en lui donnant des outils afin qu'ils se construisent et soient acteur·rices dans la société de demain.

Un beau challenge m'attend dans ma « nouvelle » fonction de coordinatrice ! Comment insuffler le changement adéquat afin de mieux exprimer mes visions et mes objectifs, mais aussi de trouver une stratégie pour avancer, étape par étape, dans la mise en place d'actions professionnelles et leur développement. ●



Reportage &

Une Bande dessinée pour lutter contre l'extrême droite

L'ASBL féministe d'éducation permanente Soralia a lancé en mars 2024 sa campagne intitulée «Chez nous aussi, ça pourrait arriver» pour tirer la sonnette d'alarme face à la montée de l'extrême droite et défendre la démocratie.

Pour illustrer ce cauchemar, Soralia ASBL a décidé de réaliser une bande dessinée dystopique : « on imagine un futur proche du nôtre, oppressif et sombre comme dans 1984, V pour Vendetta ou Hunger Game. Ce genre et le format BD, très narratifs, sont particulièrement adaptés pour montrer comment l'extrême droite pourrait impacter le quotidien et la vie des citoyens-nes en Belgique. (...) Finalement, tout ce que l'on présente

dans la BD évoque des situations qui se produisent déjà dans d'autres pays ! »

Imaginée par le dessinateur Chanic, cette BD propose un contenu sombre et dérangeant, découpée en 5 planches qui illustrent comment les décisions prises par un parti d'extrême droite impactent différentes personnes.

À la fin de la BD, les lecteurs-rices ont à leur disposition des éléments de réflexion et des clés de lecture. ●

Pour en savoir plus : www.soralia.be/accueil/campagne-2024-chez-nous-aussi-ca-pourrait-arriver/

Partout en Europe, l'extrême droite gagne du terrain.

Face aux désillusions citoyennes et aux crises successives, ces partis se présentent comme une solution miracle aux maux d'une société en perte de sens. Pourtant, ce n'est qu'un leurre. Pire encore, c'est une réelle menace pour les droits des femmes et des minorités.



2024 Dates à épingler

01.07.24 - 04.07.24
RUE HAUTE 147 - 1000 BRUXELLES



Du 1er au 4 juillet 2024, Le Monde selon les femmes organise un colloque international sur la pédagogie féministe émancipatrice pour plonger au cœur de ses pratiques formatives. Véritable colonne vertébrale et socle méthodologique de l'association, cette approche mélange l'influence des pédagogies alternatives et populaires et la pédagogie féministe critique où l'expérience de chacun-e est valorisé-e. Vivre cette expérience permet de développer une démarche d'empowerment individuel, mais aussi collectif.

Le programme comprend des rencontres d'intervenant-es issu-es de différents pays (Sénégal, Bolivie, Suisse, Canada, République Démocratique du Congo, France, Guinée, Belgique), des séances plénières et des ateliers d'expérimentation.

Programme

- **Lundi 1er juillet** : en matinée, retour sur les 30 ans du Monde selon les femmes : influences, construction et évolution de la pédagogie féministe émancipatrice.

Après-midi : ateliers sur l'intersectionnalité, les savoirs situés, l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, l'éducation permanente

- **Mardi 2 juillet** : présentation des différents courants pédagogiques ayant inspiré la pédagogie féministe émancipatrice du Monde selon les femmes, puis croisement de la pédagogie avec les thématiques de l'empowerment, des masculinités, de l'art, du corps.

- **Mercredi 3 juillet** : présentation du continuum des violences et de l'impact de la pédagogie féministe émancipatrice sur les parcours de vie. Après-midi : l'EVRAS et le monde scolaire.

- **Jeudi 4 juillet** : les Rencontres Internationales sur les masculinités avec des réflexions autour de l'éducation populaire et de la transformation sociale. Ou comment penser collectivement l'articulation entre féminisme et travail sur les masculinités.

En clôture : célébration festive des 30 ans

Infos :

Dates : du 1er au 4 juillet 2024

Lieu : ENABEL Rue Haute 147 à 1000 Bruxelles

PAF : entre 15 et 60 euros selon les possibilités

Inscription : www.mondefemmes.org/formation/colloque-test-different-prix/

Contact : Le Monde selon les femmes – Mail : violette@mondefemmes.org

QUEL AVENIR POUR L'EMPLOI DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP MOTEUR DANS UN MARCHÉ DU TRAVAIL EN MUTATION ?

Le Fonds Andrée Maes organise une matinée de réflexion autour des freins et des leviers à l'emploi ordinaire pour les personnes en situation de handicap moteur et sur l'importance du travail rémunéré dans leur inclusion dans la société.

Date : jeudi 24 octobre 2024

Lieu : Centre L'Ilon - Rue des Tanneries, 1 à 5000 Namur

Programme et infos : www.lilon.be



POUR UNE CONFIANCE EN SOI NUMÉRIQUE ET FÉMINISTE

Le numérique est partout dans nos vies. Pourtant, les femmes sont souvent maltraitées dans et avec le numérique. Non neutre, la technologie reproduit les inégalités de notre société sexiste, raciste et capitaliste. Cette journée d'étude mettra des mots sur les inégalités face au numérique et développera une confiance en soi à la fois numérique et féministe..

Date : 9 juillet 2024

Lieu : Université de Namur Rempart de la Vierge 8 à 5000 Namur

Inscription obligatoire : www.viefeminine.be



Centres régionaux



BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25 - 1400
Nivelles • 067.21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000
Bruxelles • 02.557.88.35

CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000
Charleroi • 071.31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590
Ciney • 083.21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:
rue du Marché, 6 - 7100
La Louvière • 064.23.80.20
Mons:
rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000
Mons 065.35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:
av. des Etats-Unis, 10 Bte 8 - 7500
Tournai • 069.88.07.64
Ath:
rue de Gand, 28 - 7800
Ath • 068/84.34.31
Mouscron:
rue St-Pierre, 52 - 7700
Mouscron • 056.33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:
rue St-Gilles, 29 - 4000
Liège • 04.232.61.61
Huy:
av. Albert 1^{er}, 6 - 4500
Huy 085.21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700
Arlon • 063.21.87.33

NAMUR

Centre L'Illon - rue des Tanneries, 1 5000
Namur • 081.22.68.71

VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800
Verviers • 087.33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700
Eupen • 087.59.46.30



Reportage &

« Une longue jonque de nuages... amarrée au ras de l'horizon, retardait seule le premier feu de l'aurore »¹

"*Quand on défiance la presse d'analyse, l'enseignement et la culture sur des temps longs, quand on participe à déshumaniser les migrant-es, les allocataires sociaux, les malades de longue durée, quand on laisse croître les inégalités et qu'on reprend le discours de l'auto-entreprise comme solution, quand on participe à la "pipolisation", acceptant de jouer le jeu du clash pour le buzz, quand on ne soutient pas suffisamment l'associatif, singulièrement la première ligne du travail social, quand on s'habitue aux attaques contre les journalistes... De manière logique, la gauche de gouvernement se plante et le populisme de droite (néoconservateur et illibéral) monte irrésistiblement.*"

Publiés après les élections, ces mots de Renaud Maes font écho à ces photos inquiétantes de nuages sombres envahissant peu à peu l'horizon. Cette illustration de la montée de l'extrême droite ici et dans de trop nombreux pays n'est pourtant guère flatteuse pour cet épisode bien naturel d'eaux tombant du ciel, attendues là, redoutées ailleurs. Malgré certains dispositifs, il est presque impossible d'empêcher la pluie alors que l'adhésion croissante à l'extrême droite ne peut nous laisser impuissant-es. Alors que des analyses doivent être posées, des décisions favorisées, des actions menées... osons déjà sortir du cadre de la pensée libéralo-individualo-stratégique pour réfléchir les défaites (électorales) et les risques fascistes, construire des résistances.

Le monde politique s'est une fois encore illustré de bien tristes manières amplifiées par les médias. Quelle pertinence à ces débats sur le mode des combats de coqs, favorisés par des journalistes cherchant trop souvent à montrer ce qui divise, oppose, empêche toute entente? Quelle justification à ces gabegies de publicités et de surenchères électorales? Pourquoi, une fois de plus, les préoccupations des femmes sont gommées dans cette mécanique où l'image, le pouvoir, l'égo dominant? Balayée l'individualisation des droits sociaux, oubliée la suppression du statut de cohabitant, négligé le renforcement de l'accueil des enfants, du soin aux personnes âgées ou malades... Pourtant, en mettant le soin - de nous, des autres, de la vie - au centre de l'organisation de nos sociétés, nous pourrions élaborer une parade à ce qui noircit les idéaux des partis d'extrême droite. Ce n'est pas en les imitant, morceau de programme par morceau de règlement, que se renversera cette noire tendance. Tout au plus sera-t-elle peu à peu banalisée, acceptée, voulue.

Sortir des réflexes guerriers et mortifères. Penser et parler « vie », mobiliser pour des relations d'empathie et de solidarité. Montrer le plaisir vivifiant de la lucidité pertinente. Faire goûter l'accueil de la diversité humaine, plus joyeux que le triste repli sur ses communautés. Accueillir les humain-es et la pluie.

Claudine LIENARD, chercheuse associée Etopia.